

Tables de l'année **2003**

Au sommaire :

**Table des articles, notes et avis
classés par noms d'auteurs
II à VI**

**Pagination des rubriques
du « Droit Ouvrier » 2003
VII**

**Table alphabétique des matières
VIII à XXIX**

**Table chronologique de la jurisprudence
XXX à XXXV**

**Table thématique des sommaires d'arrêts
de la Cour de Cassation
XXXVI à XL**

Nous rappelons à nos lecteurs que figurent sur Internet
(site www.cgt.fr, dans les pages "Droit Ouvrier" de la rubrique "Presse") :

- la table thématique pluri-annuelle de nos articles depuis 1988,
- la table alphabétique des matières de chacune des années de 1998 à 2003
- la table chronologique de la jurisprudence européenne depuis 1994,
avec possibilité de téléchargement gratuit.

Ces outils constituent un complément indispensable aux tables annuelles en version "papier"
en permettant une vision transversale sur plus d'une décennie.

Table des articles, notes et avis classés par noms d'auteurs

Patrice ADAM

La reconnaissance du droit au refus par le salarié des propositions patronales de reclassement en matière de licenciement économique.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003* 304

Philippe AUVERGNON

L'intervention médiatrice de l'inspection du travail dans les conflits collectifs 501

Christophe BAUMGARTEN

Accords de méthode : un marché de dupe 358

Marie-France BIED-CHARRETON

Une contestable reconnaissance de la licéité d'accord de groupes conduisant à atrophier la négociation collective annuelle obligatoire.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003* 398

Sommaires d'arrêtés de Cassation publiés chaque mois en page 3 et 4 de la couverture (voir table séparée).

Nathalie BIZOT

La légèreté blâmable de l'employeur ayant conduit une entreprise à des difficultés économiques et ses conséquences sur les licenciements prononcés.

• *Cour d'Appel de Limoges (Ch. Soc.) 28 janvier 2003* 402

L'absence de cause réelle et sérieuse lorsque la réalité des motifs allégués dans la lettre de licenciement ne sont pas établis.

• *Cour d'Appel de Nîmes (Ch. Soc.) 15 avril 2003* 542

Gérard BLOMME

La prise en charge d'une cure thermale au titre de la réparation des conséquences d'un accident du travail.

• *Cour d'Appel de Rouen (Ch. app. prioritaires) 19 novembre 2001* 187

Michèle BONNECHERE

La discrimination de l'ayant droit étranger en situation irrégulière en matière de protection sociale ne constitue pas, selon la Cour de cassation, une violation de la Convention européenne des droits de l'homme.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002* 283

Santé-sécurité dans l'entreprise et dignité de la personne au travail 453

Droit Social européen (extraits de décisions commentées) 76 à 78

..... 166 à 169

Daniel BOULMIER

Le taux de fréquence des accidents de travail constitue un élément licite dans la formule de l'intéressement des salariés.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2002* 21

Contrôle et abrogation du contrôle : deux conceptions opposées de l'exigence légitime démocratique (à propos des aides publiques aux entreprises) 46

La liquidation de l'astreinte en raison de la carence du mandataire liquidateur à établir et à remettre aux salariés des documents de rupture conformes.

• *Conseil de Prud'hommes de Nancy (Sect. Ind.) 30 mai 2002* 154

Les voies de la continuation de la relation de travail en cas de requalification d'un CDD en CDI : vers la reconnaissance d'un droit à l'emploi ?

• *Conseil de Prud'hommes de Limoges (Réf.) 23 avril 2002 - Conseil de Prud'hommes de Tours (Réf.) 15 mai 2002 - Conseil de Prud'hommes de Bobigny (Réf.) 11 avril 2002* 234

Qualification disciplinaire du larcin commis par un salarié et contrôle de la Cour de Cassation.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 juin 2002 - 29 janvier 2003* 440

Malik BOUMEDIENE

Le contenu de la loi de financement de la Sécurité sociale pour 2003. Quelques éléments de réflexion au vu du droit de la protection sociale 181

Mélanie CARLES

La cessation du travail par le salarié au motif d'un prétendu manquement de l'employeur à ses obligations ne peut constituer une démission.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2002* ... 157

Le droit du CHSCT de recourir à une expertise en cas de modification du système de rémunération.

• *Cour d'Appel de Paris (14^e Ch. A) 20 octobre 2002* 332

Patrick CHAUMETTE

Le contentieux pénal entre répression et réparation, les nouveaux contours de la responsabilité (Colloque "Santé-sécurité au travail : un droit en mouvement" [SAF]) 109

Alain CHIREZ

Notation et évaluation des salariés 309

Joseph CHOTARD

Les problèmes posés en matière de durée du travail dans les transports routiers en cas d'équipage composé de deux conducteurs.

• *Conseil de Prud'hommes de Nantes (Sect. Act. Div. Dép.) 27 octobre 2002* 244

Maurice COHEN

Les conditions de la nullité des licenciements pour motif économique lorsqu'une irrégularité affecte la procédure de consultation du comité d'entreprise.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2003* 152

Questions de recevabilité du pourvoi à l'occasion du contentieux relatif aux élections professionnelles.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 mai 2003 et 18 juin 2003* 492

Paul DARVES-BORNOZ

La motivation de la lettre de licenciement pendant la période d'observation due à un règlement judiciaire : le visa de l'ordonnance du juge commissaire, point de passage obligé.

• *Cour de Cassation (Ass. plén.) 24 janvier 2003 - Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 avril 2002* 201

Le délai d'un mois fixé par l'article L. 122-41 CT pour notifier une sanction disciplinaire n'est pas susceptible de prorogation peu important la nécessité de procéder à une enquête.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2003 et 20 juin 2002* 335

Le licenciement prononcé illégalement par le cédant lors d'un transfert d'entreprise peut faire l'objet d'une rétractation par le cessionnaire si le salarié en est avisé pendant la durée de son préavis.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2003* 351

L'annulation du licenciement et la réintégration du salarié en cas de violation d'une liberté fondamentale : l'atteinte à la liberté d'expression dans l'entreprise.

• *Conseil de Prud'hommes d'Annecy (Réf. Dép.) 26 juin 2001 - Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 15 mars 2003* 429

Le salarié candidat au CHSCT bénéficie du statut protecteur des représentants du personnel.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003 et 19 décembre 1990* 445

La réintégration de droit du salarié dont le licenciement est frappé de nullité (à propos de la maternité) (en collaboration avec Patrick Tillie).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002 et 30 avril 2003* 494

Marie-Laure DUFRESNE-CASTETS

L'annulation des accords 35 heures ne prenant pas suffisamment en compte les justifications sociales dans l'organisation du travail : le cas de la métallurgie (en collaboration avec Pascal Moussy).

• *Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 28 mars 2001 - Tribunal de Grande Instance de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 mars 2003 - Cour d'Appel de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 décembre 2002* 194

Michel ESTEVEZ

La requalification et la poursuite du contrat de travail du salarié intérimaire ordonnée par le juge des référés.

• *Conseil de Prud'hommes de Creil (Référé) 1^{er} octobre 2002* 70

La réintégration dans ses fonctions par le juge des référés du syndicaliste discriminé.

• *Conseil de Prud'hommes de Nantes (Référé) 12 mars 2003* 497

Catherine FUENTES

Décret relatif aux règles de prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction et rôle de la médecine du travail : d'une fonction de préservation de la santé du salarié à une sélection de la main d'œuvre la plus performante ?

• *Conseil d'Etat, 9 octobre 2002* 127

G.

Le salarié débiteur des risques de l'entreprise (à propos de la responsabilité pécuniaire en matière d'inexécution contractuelle).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 novembre 2002* 188

Benoît GENIAUT

Les ouvrages de Droit du travail des années cinquante (en collaboration avec Carole Giraudet et Chantal Mathieu) ... 367

Carole GIRAUDET

Les ouvrages de Droit du travail des années cinquante (en collaboration avec Benoît Geniaut et Chantal Mathieu) 367

Nadia HANTALI

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire 141

Franck HÉAS

Le reclassement de l'agent public inapte à ses fonctions : un nouveau principe général du droit.

• *Conseil d'Etat (7^e et 5^e ss-sect.) 20 octobre 2002* 24

Incidence du défaut de respect de la procédure spéciale de licenciement d'un salarié protégé.

• *Conseil de Prud'hommes de Vannes (Act. div.) 30 décembre 2002* 346

Michel HENRY

Les conditions de la caducité du mandat de délégué syndical.
 • *Cour d'Appel de Paris (1^{re} Ch. Sect. Soc.) 27 novembre 2002* **213**

Dominique HOLLE

Sanction de requêtes dilatoires en suspicion légitime et en récusation.
 • *Cour d'Appel de Riom (4^e Ch. Civ.) 10 décembre 2002* **335**

Patrick LEROY

Reconnaissance du caractère professionnel d'une maladie présentant des origines multifactorielles et le rôle du comité régional de reconnaissance des maladies professionnelles (CRRMP).
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002* **229**

La faute inexcusable de l'employeur à l'égard d'un salarié employé sous CDD et affecté à un poste à risques.
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003* **518**

Philippe LEVAVASSEUR

L'institution du médiateur mis en place par la loi sur le harcèlement moral n'aura donc pas vécu ! **119**
 La signature du protocole préélectoral n'est pas subordonnée à la détention par le délégué syndical d'un mandat spécial de son organisation.
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 février 2003* **337**

La caducité de l'instance prud'homale pour omission de comparaison du demandeur et ses effets (add. rectific. janv. 2004 p. 13).
 • *Conseil de Prud'hommes de Caen (Sect. Encadr.) 24 janvier 2003* **397**

Gérard LYON-CAEN

La concurrence par la réduction du coût de travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2002) **261**

Pierre LYON-CAEN

L'atteinte portée à la liberté de se vêtir constitue-t-elle un trouble manifestement illicite ? (Avis sur Cass. Soc. 28 mai 2003) **221**

Romain MARIE

Le recours à l'intérim de longue durée devant le juge pénal.
 • *Tribune de Grande Instance de Briey (Ch. Corr.) 12 mars 2003* **545**

Chantal MATHIEU

Les ouvrages de droit du travail des années cinquante (en collaboration avec Benoît Geniaut et Carole Giraudet) **367**

Francis MEYER

Un retour remarqué : la faute inexcusable du salarié en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles **173**

Stéphane MICHEL

Le critère de l'indépendance au sens de l'article L. 133-2 du Code du Travail **133**

Laurent MILET

La reconnaissance en tant qu'accident du travail de troubles psychologiques imputables à la dégradation des conditions de travail.
 • *Tribunal des Affaires de Sécurité sociale (deux espèces), Dijon 17 décembre 2002 - Grenoble 18 octobre 2002* **125**

Le rétablissement du salaire d'un représentant du personnel gréviste dont la mise à pied conservatoire a fait l'objet d'une annulation.
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002* **304**

Michel MINÉ

La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal (à propos de la décision *Moulin Rouge*) **270**

Pascal MOUSSY

Encore et toujours à propos de l'impartialité : lorsque la rigueur cède devant l'effet de mode **48 (rectif. 120)**

L'annulation des accords des 35 heures ne prenant pas suffisamment en compte les justifications sociales dans l'organisation du travail : le cas de la métallurgie (en collaboration avec Marie-Laure Dufresne-Castets).
 • *Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 28 mars 2001 - Tribunal de Grande Instance de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 mars 2003 - Cour d'Appel de Paris (1^{re} Ch. Soc.) 18 décembre 2002* **194**

La liberté de se vêtir constitue-t-elle une liberté fondamentale ?
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 mai 2003* **224**

L'annulation sur recours hiérarchique d'un refus de licenciement d'un représentant du personnel : un contrôle juridictionnel aléatoire et non conforme aux exigences du procès équitable.
 • *Conseil d'Etat, 26 juin 2002, 26 février 2003 et 20 mai 1994* **342**

Le licenciement prononcé illégalement par le cédant lors d'un transfert d'entreprise peut faire l'objet d'une rétractation par le cessionnaire si le salarié en est avisé pendant son préavis.
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2003* **352**

L'annulation de l'autorisation de licenciement d'un salarié protégé constitue une circonstance nouvelle privant une décision prud'homale antérieure de l'autorité de la chose jugée.
 • *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2003* **444**

Le changement du lieu de travail ne constitue une modification du contrat de travail que si son immutabilité a été prévue par une clause expresse (en collaboration avec Francis Saramito).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003 (deux espèces)* **527**

Sophie NADAL

Les limites de l'effet impératif d'un accord collectif de branche étendu en raison du renvoi aux accords territoriaux pour la fixation d'une garantie de rémunération.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 janvier 2003* **431**

Alex POMAGRZAK

Le double encouragement à la concurrence déloyale entre entreprises en cas de travail dissimulé dont le salarié doit établir la preuve du caractère intentionnel pour l'employeur, la sanction spécifique prévue par l'article L. 321-11 CT ne se cumule pas avec les indemnités de rupture.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 octobre 2002 et 4 mars 2003* **162**

Alberto PUPPO

Fichage des activités syndicales d'un magistrat et composition du dossier administratif.

- *Conseil d'Etat, 25 juin 2003* **532**

Sandra RENDA

Harcèlement moral d'un représentant du personnel licencié : compétence judiciaire pour l'indemnisation de l'exécution fautive du contrat par l'employeur.

- *Cour d'Appel de Versailles (17^e Ch. Soc.) 5 juin 2003* **524**

Pascal RENNES

Nulité d'un licenciement par mesure de rétorsion d'une militante syndicale gréviste et réintégration par le juge des référés.

- *Cour d'Appel de Paris (18^e Ch. C) 27 février 2003* . **300**

L'emploi hors-la-loi ? **363**

Le salarié demandeur d'élection licencié puis réintégré par décision judiciaire est éligible aux élections concernés.

- *Tribunal d'instance de Limoges, 11 février 2003* **435**

Marc RICHEVAUX

Droit pénal du travail (extraits de décisions commentés) **129-214-256-305-498**

Rachel SAADA

Le CHSCT, acteur de la prévention (Colloque "Santé- sécurité au travail : un droit en mouvement" [SAF]) **90**

Yves SAINT-JOURS

La dialectique conceptuelle de la faute inexcusable de l'employeur en matière de risques professionnels **41**

La contestable application de l'article L. 122-12 CT à une reprise en régie directe par une collectivité territoriale d'un service public antérieurement concédé.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2003* **254**

La majoration de la rente en cas de faute inexcusable de l'employeur doit être fixée au maximum.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003* **282**

Francis SARAMITO

Négociation collective : les droits des organisations syndicales de salariés non signataires **1**

L'application du principe "à travail égal, salaire égal" en matière de négociation collective d'entreprise.

- *Cour d'Appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 2 juin 2003 - Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 octobre 1999* **191**

L'opposabilité à l'AGS d'une décision prud'homale antérieure au jugement d'ouverture de la procédure collective.

- *Tribunal de Grande Instance de Lyon (juge de l'exécution) 23 avril 2002* **246**

L'information due au salarié par le représentant des créanciers de la date du dépôt au greffe du relevé des créances salariales en tant que point de départ du délai de saisine éventuelle de la juridiction prud'homale.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2002* **338**

L'abaissement du montant maximum de la garantie due pour l'AGS **357**

A propos de l'articulation des consultations obligatoires prévues par les livres III et IV du Code du travail **362**

Toutes les indemnités destinées à réparer le préjudice provoqué par la rupture du contrat de travail entrent dans la garantie de l'AGS.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003 (deux espèces)* **436**

La consécration d'une obligation générale d'information des organismes sociaux à l'égard des assurés.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2003* **496**

Au sujet de "L'entreprise et les libertés du salarié" de Philippe Waquet **510**

Le changement du lieu de travail ne constitue une modification du contrat de travail que si son immutabilité a été prévue par une clause expresse (en collaboration avec Pascal Moussy).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003 (deux espèces)* **527**

Le juge judiciaire n'est pas compétent pour ordonner la réquisition du salarié gréviste.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 février 2003 - Tribunal de Grande Instance de Toulouse (Référé)* **535**

Arnaud de SENGA

Une cession de parts sociales ne modifie pas la personnalité de l'employeur.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2002* **20**

Grève dans les services publics (à propos de faits têtus et de quelques bonnes intentions)

405

La réquisition de salariés grévistes par le Préfet : à quelles conditions (affaire *Clinique du Parc*) ?

• *Tribunal Administratif d'Orléans (Référé) 25 novembre 2003*

537

Marie-Christine SOULA

La médecine du travail, acteur de la prévention (Colloque "Santé-sécurité au travail : un droit en mouvement" [SAF]) .

98

Michel TANNER

La rupture anticipée du contrat d'apprentissage par l'employeur.

• *Conseil de Prud'hommes de Reims (Référé) 9 juillet 2002*

17

La remise des documents liés à la rupture du contrat de travail dans les entreprises en difficulté.

• *Conseil de Prud'hommes de Reims (Sect. act. div.) 15 juillet 2002*

66

Jean-Paul TEISSONNIÈRE

Contentieux civil : un long siècle d'absence (Colloque "Santé-sécurité au travail : un droit en mouvement" [SAF])

109

Catherine THOMAS

La participation de l'ensemble des organisations syndicales représentatives, pierre angulaire d'un droit de la négociation collective.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003*

529

Patrick TILLIE

Les dommages et intérêts alloués à un salarié en cas de violation par l'employeur d'une clause de garantie d'emploi sont pris en compte dans la période de différé des allocations Assedic.

• *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 13 décembre 2002* ..

232

La réintégration de droit du salarié dont le licenciement est frappé de nullité (à propos de la maternité) (en collaboration avec Paul Darves-Bornoz).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002 et 30 avril 2003*

494

Pierre-Yves VERKINDT

La santé au travail (Colloque "Santé- sécurité au travail : un droit en mouvement" [SAF])

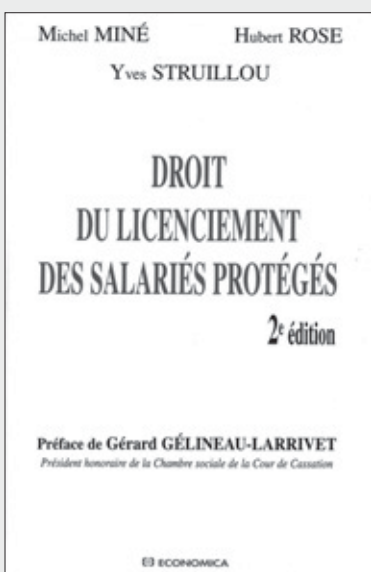
82

Y.L.P.

Examen de la conventionnalité des lois de validation au regard de la CEDH : une régression dans la jurisprudence de la Cour de Cassation.

• *Cour de Cassation (Ass. plén.) 24 janvier 2003*

207



ciable les règles du droit public et du droit du travail, l'ouvrage expose de manière complète, précise et pédagogique, les principes et les règles des licenciements des "salariés protégés" : les différentes catégories de salariés bénéficiant de la protection spéciale, les motifs de licenciement, les procédures suivies dans l'entreprise et par l'autorité administrative, les recours devant l'administration, le juge administratif et le juge judiciaire. Les tableaux de synthèse et les annexes de l'ouvrage rendent son utilisation aisée.

Riche en nombreuses références jurisprudentielles et à jour des dernières évolutions du droit positif, il répond aux attentes de l'ensemble des praticiens : représentants du personnel, chefs d'entreprise, directeur des ressources humaines, organisations professionnelles et syndicales, inspecteurs du travail, avocats et magistrats des deux ordres de juridiction. Ils trouveront également, ainsi que les enseignants et leurs étudiants et tous les spécialistes, l'exposé des questions de droit soulevées par la construction, l'application et l'évolution du droit du licenciement des salariés protégés.

Les auteurs ont une connaissance théorique et pratique de ce droit. Ils ont exercé pendant plusieurs années les fonctions d'inspecteur du travail.

Collaborateur du *Droit Ouvrier*, diplômé de l'IEP de Toulouse, docteur en droit privé, Michel MINÉ est professeur-associé en droit privé à l'Université de Cergy-Pontoise (IUT), directeur du travail et formateur à l'Institut National du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle (INTEFP). Il est auteur de plusieurs ouvrages et articles en droit social. Titulaire d'une maîtrise de droit des affaires (Paris-X Nanterre) et d'un DECS comptable, Hubert ROSE est inspecteur du travail ; il est responsable du centre de formation de l'INTEFP de Paris et est chargé d'enseignement à Paris I (Panthéon-Sorbonne) en DESS.

Diplômé de l'IEP de Paris, Yves STRUILLLOU est maître des requêtes au Conseil d'État. Ancien inspecteur du travail et ancien élève de l'École nationale d'administration, il a été de 1998 à 2000 conseiller technique au cabinet de Mme Martine Aubry, ministre de l'Emploi et de la Solidarité.

Prix : 50 €

Chaque année plusieurs milliers de demandes d'autorisation de licenciement de représentants du personnel sont présentés devant l'administration. Pour répondre aux questions que ne manque pas de poser un droit complexe, combinant de manière indisso-

Pagination des rubriques du “Droit Ouvrier” 2003

N° du <i>Droit Ouvrier</i>	Mois	Doctrine	Documents	Juris- prudence	Chroniques jurisprudentielles (1)
654	Janvier	1 à 9	10 à 14	15 à 38	
655	Février	41 à 56	57 à 61	62 à 75	76 à 79 (DSE)
656	Mars	81 à 120	121 à 122	123 à 128	129 à 131 (DP)
657	Avril	133 à 148	149 à 150	151 à 165	166 à 170 (DSE)
658	Mai	173 à 189	185 à 186	187 à 213	214 à 218 (DP)
659	Juin	221 à 24	225 à 228	229 à 255	256 à 258 (DP)
660	Juillet	261 à 275	276 à 280	281 à 304	305 à 307 (DP)
661	Août	309 à 318	319 à 331	332 à 354	
662	Septembre	357 à 380	381 à 395	396 à 403	
663	Octobre	405 à 419	420 à 423	424 à 450	
664	Novembre	453 à 486	487	488 à 497	498 à 499 (DP)
665	Décembre	501 à 510	511 à 516	517 à 546	

(1) DP = Droit pénal du travail
DSE = Droit social européen

Table alphabétique des matières*

accidents du travail et maladies professionnelles

• définition

Nécessité d'un événement soudain et d'une lésion de l'organisme humain – Troubles résultant d'un harcèlement moral auxquels il est possible de conférer une origine et une date certaine – Reconnaissance de caractère professionnel de l'accident (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Dijon 17 décembre 2002* 123
- *Deuxième espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Grenoble 18 octobre 2002* 123
- *Note Laurent Millet* 125

Maladies – Reconnaissance – Mécanisme complémentaire.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.), 19 décembre 2002* 229
- *Note Patrick Leroy* 229

• réparation

Accident mortel – Faute inexcusable de l'employeur – Droits des membres de la famille de la victime à la réparation de leur préjudice moral peu important qu'ils aient ou non droit à une rente (deux espèces) – Application à des ascendants (première et deuxième espèces) et à des frères et sœurs (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 mai 2002* 15
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2002* 16

Salarié d'une entreprise de travail temporaire – Accident en cours de mission – Salarié affecté à un poste présentant des risques pour sa santé sans avoir reçu une formation renforcée à la sécurité et une information adaptée à ses conditions de travail – Faute inexcusable de l'employeur par application de l'article L. 231-8, troisième alinéa du Code du Travail.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2002* 16

Doctrine :

La dialectique conceptuelle de la faute inexcusable de l'employeur en matière de risques professionnels,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* 41

Doctrine :

Contentieux civil : un long siècle d'absence,

- *par Jean-Paul Teissonnière, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis* 104

Doctrine :

Le contentieux pénal : entre répression et réparation, les nouveaux contours de la responsabilité,

- *par Patrick Chaumette, Professeur à l'Université de Nantes* 109

Accident présentant la nature d'un accident de la circulation – Exclusion d'une réparation complémentaire par le fonds de garantie des victimes d'infraction – Application de la loi du 5 juillet 1985.

- *Cour de Cassation (2e Ch. Civ.) 7 mai 2002* 151

Doctrine :

Un retour remarqué : la faute inexcusable du salarié en matière d'accidents du travail et de maladies professionnelles

- *par Francis Meyer, Maître de conférences à l'Université Robert Schuman, Chercheur au centre du droit de l'entreprise* 173

ANNEXE : Accident de travail – Faute inexcusable – Rente – Réduction – Condition – Faute inexcusable de la victime.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002* 180

Cure thermale – Lien avec l'accident (oui) – Droits aux indemnités journalières au titre de la législation sur les risques professionnels (oui).

- *Cours d'Appel de Rouen (Ch. App. Prioritaires) 19 novembre 2002* 187
- *Note Gérard Blomme, Défenseur syndical* 187

Faute inexcusable de l'employeur – Majoration de la rente due à la victime – Absence de possibilité de modulation de celle-ci par la juridiction – Fixation au maximum

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003* 281
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* 282

Rapport annuel de la Cour de Cassation 389

Faute inexcusable – Victime employée sous CDD – Absence de formation à la sécurité – Poste de travail dangereux – Présomption de faire non renversée.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 février 2003* 517
- *Note Patrick Leroy* 518

• financement

Faute inexcusable de l'employeur – Indemnisation complémentaire – Récupération par la Caisse – Action contre la personne morale employeur (oui) – Action contre le dirigeant social (non)

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 31 mars 2003* 517

aides publiques aux entreprises

Doctrine

Contrôle et abrogation du contrôle : deux conceptions opposées de « l'exigence légitime démocratique » (à propos des aides publiques aux entreprises),

- *par Daniel Boulmier, Maître de conférences - Université Nancy 2 - Chercheur au CERIT-CRDP* 46

*Les auteurs dont la qualité n'est pas spécifiée sont membres du Comité de rédaction du *Droit Ouvrier* ; la composition de celui-ci est indiquée en page 2 de couverture.

apprentissage

Faute professionnelle – Rupture anticipée à l'initiative de l'employeur – Absence d'effet – Salaires dus jusqu'à l'éventuelle résiliation judiciaire du contrat par le juge du fond.

- *Conseil de Prud'hommes de Reims (Référé) 9 juillet 2002* **17**
- *Note Michel Tanner, Union locale CGT de Reims*..... **17**

assurances sociales

• assurances maladie et maternité

prestation en nature

Prise en charge des soins délivrés aux ayants droit majeurs de nationalité étrangère – Condition tenant à la régularité de leur séjour sur le territoire français – Absence de contrariété avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme et de son protocole n° 1, article 1.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002*..... **282**
- *Note Michèle Bonnechère* **283**

• assurance vieillesse

Doctrines :

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire,

par *Nadia Hantali, Chargée d'enseignement à l'Université Montesquieu de Bordeaux IV – Comptrasec UMR CNRS 5114*..... **141**

ANNEXE : Fonctionnaires et agents publics – Régimes de retraite spéciaux – Egalité de traitement hommes/femmes – Avantages ne pouvant être réservés aux femmes (trois espèces) – Pension – Calcul – Bonification pour enfant à charge (première espèce) – Pension de réversion – Date d'entrée en jouissance (deuxième espèce) – Pension – Jouissance immédiate pour les agents du sexe féminin sous certaines conditions – Doute sérieux sur la légalité du dispositif – Référé administratif – Suspension du refus de l'administration (troisième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat 5 juin 2002*..... **146**
- *Deuxième espèce : Conseil d'Etat 29 juillet 2002*..... **147**
- *Troisième espèce : Tribunal administratif de Toulouse (référé) 21 octobre 2002* **148**

Pension de réversion – Bigamie – Absence de droits de la veuve épousée en second, à moins que le second mariage n'ait fait l'objet d'un jugement prononçant son annulation et reconnaissant son caractère putatif.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 mars 2003* **488**

• contentieux

Action de la Caisse en remboursement des prestations versées à tort – Articles L. 256-4 et L. 553-1 du Code de la sécurité sociale autorisant les caisses à accorder des réductions ou la remise de la somme due – Faculté leur appartenant seule et ne pouvant être exercée par le Tribunal des affaires de sécurité sociale (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2002* .. **71**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2002* **71**

chômage

• allocations

Allocations d'assurance chômage – 1) Action en paiement – Prescription – Règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 1994 prévoyant une prescription de deux ans dans son article 88 – Disposition incompatible avec l'article 2777 C. civ. – Application de la prescription de cinq ans prévue par ce texte – 2) Montant – Article 50 du règlement prévoyant une réduction de l'allocation entre 55 et 60 ans lorsque l'allocataire peut prétendre à ou perçoit un avantage de vieillesse – Illégalité, aucune disposition législative ne prévoyant cette réduction – Cumul possible.

- *Cour d'Appel de Lyon (6e Ch.) 13 février 2002*..... **18**

Documents :

Allocation de solidarité spécifique – Cumul (deux espèces) – Travailleur âgé – Reprise d'un emploi précaire (première espèce) – Travailleurs handicapés – Temps partiel (deuxième espèce).

- *Réponse ministérielle à question écrite n° 740* **185**
- *Réponse ministérielle à question écrite n° 796* **186**

Différé d'indemnisation – Eléments pris en compte – Dommages et intérêts pour violation d'une clause de garantie d'emploi.

- *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 13 décembre 2002* **231**
- *Note Patrick Tillie* **232**

comité de groupe

Accord collectif instituant le comité de groupe prévoyant la désignation d'un délégué syndical par les organisations représentatives au niveau du groupe – Représentativité résultant de la désignation de représentants du personnel au comité de groupe conformément aux dispositions de l'article L. 439-3 du Code du travail.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 mai 2003* **488**

comité d'entreprise

• attributions économiques

Consultation – Décision de l'employeur – Notion.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2003*..... **424**

• fonctionnement

Rédaction unilatérale de l'ordre du jour par l'employeur – Renvoi après une première cassation – Demande du CCE d'interdire les licenciements pour irrégularité de la procédure – Licenciements prononcés néanmoins – Nullité.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2003*..... **152**
- *Note Maurice Cohen* **152**

• entraves

Organisation de l'entreprise – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Délit d'entrave.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 19 novembre 2002* 215

Champ d'application – Banque de France – Absence d'incompatibilité avec sa mission – Délit d'entrave constitué (oui).

- *Cour de Cassation (Cass. Crim.) 3 juin 2003* 498

• comité d'entreprise européen

Contentieux préélectoral – Irrecevabilité du pourvoi (deux espèces) – Comité d'entreprise européen – Groupe de négociation – Litige susceptible d'appel .

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2003* 492
- *Note Maurice Cohen* 492

comité d'hygiène et de sécurité des conditions de travail

• attributions

Documents :

Circulaire portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

- *DRT n° 2002-6 du 18 avril 2002* 10

Doctrines :

Le CHSCT, acteur de la prévention

- *par Rachel Saada, Avocate au Barreau de Paris* 90

ANNEXE 1 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave (article L. 236-9 CT) – Notion de risque grave – Stress professionnel dû aux rapports avec la hiérarchie et au changement organisationnel et technique – Faits justifiant le recours à l'expertise.

- *Tribunal de Grande Instance de Lyon, 28 avril 2002* 95

ANNEXE 2 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave – Notion de risque grave – Notion non limitée aux dangers physiques d'accident du travail ou de maladie professionnelle – Souffrance professionnelle directement liée aux conditions de travail justifiant le recours à l'expertise.

- *1) Tribunal de Grande Instance de Marseille 3 février 1999* 96
- *2) Cour d'Appel d'Aix en Provence 5 juillet 1999* 96

• désignation

Protection des représentants du personnel - Bénéficiaires – Candidats au CHSCT.

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003* 445
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 1990* 445
- *Note Paul Darves-Bornoz* 445

• experts

Doctrines :

Le CHSCT, acteur de la prévention

- *par Rachel Saada, Avocate au Barreau de Paris* 90

ANNEXE 1 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave (article L. 236-9 CT) – Notion de risque grave – Stress professionnel dû aux rapports avec la hiérarchie et au changement organisationnel et technique – Faits justifiant le recours à l'expertise.

- *Tribunal de Grande Instance de Lyon, 28 avril 2002* 95

ANNEXE 2 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave – Notion de risque grave – Notion non limitée aux dangers physiques d'accident du travail ou de maladie professionnelle – Souffrance professionnelle directement liée aux conditions de travail justifiant le recours à l'expertise.

- *1) Tribunal de Grande Instance de Marseille 3 février 1999* 96
- *2) Cour d'Appel d'Aix en Provence 5 juillet 1999* 96

Recours à un expert – Recours autorisé en cas de modification du système de rémunération du personnel.

- *Cour d'Appel de Paris (14e Ch. A) 30 octobre 2002* ... 332
- *Note Mélanie Carles* 332

conseil d'Etat

Documents :

Rapport public du Conseil d'Etat 2003

- *Extraits relatifs au droit social* 225

conseil de prud'hommes

• organisation-fonctionnement

Doctrines :

Encore et toujours à propos de l'impartialité : lorsque la rigueur cède devant l'effet de mode.

- *par Pascal Moussy* 48 et 120

ANNEXE :

- *Cour d'Appel de Grenoble (Ch. Soc.) 23 octobre 2002* . 55

Article 6 § 1 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme – Droit d'obtenir une décision judiciaire dans un délai raisonnable – Prescription ne s'appliquant pas aux demandes tendant à la révision d'un procès – Toutefois conflits du travail devant être résolus avec une célérité particulière – En l'occurrence, procédure d'appel et de cassation ayant durée plus de deux ans – Violation de l'article 6 § 1.

- *Cour Européenne des Droits de l'Homme (2e Sect.) 8 avril 2003* 425

• procédure

Entreprises en difficultés – Etablissement du passif – Créances d'un salarié non reprises au relevé des créances salariales – Délai de deux mois pour saisir le Conseil des Prud'hommes – Point de départ : date du dépôt au greffe du relevé – Avis du représentant

des créanciers devant préciser cette date et mentionner l'existence du délai de forclusion – Avant de prononcer celle-ci, obligation pour le juge de constater que ces formalités avaient été accomplies – A défaut inopposabilité de la forclusion.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2002* 155

Comparution personnelle des parties – Motif légitime d'absence (non) – Jugement de caducité – Application de l'article 516-26-1 du Code du Travail – Réinscription au rôle (une seule fois).

- *Conseil de Prud'hommes de Caen (Section Encadrement) 24 janvier 2003* 396
- *Note Philippe Levasseur, Doctorant, Droit et Changement Social, IRDP, Nantes* 397 [Add. **B. Augier, Dr. Ouv. janvier 2004 p. 13**]

• référé prud'homal

Grève - Protection – Occupations des locaux de travail – Licenciement pour faute lourde – Charge de la preuve de celle-ci – Employeur n'apportant pas la preuve de la participation personnelle du salarié aux faits – Constats d'huissiers insuffisants – Réintégration du salarié dans son emploi.

- *Conseil de Prud'hommes de Charleville-Mezières (Référé – Département) 22 novembre 2002* 28

Pouvoirs – Contrat de mission temporaire – Requalification – Urgence – Trouble manifestement illicite.

- *Conseil de Prud'hommes de Creil (Référé) 1er octobre 2002* 69
- *Note Michel Estevez, Conseiller Prud'hommes* 70

Simple mention de « faute lourde » sans autre précision portée sur la lettre de licenciement – Caractère non contestable de l'absence de cause réelle et sérieuse – Compétence du juge des référés pour le constater et ordonner le versement d'une provision au salarié licencié.

- *Conseil des Prud'hommes de Bordeaux (Référé – Juge départiteur) 16 octobre 2000* 202

Doctrine :

L'atteinte portée à la liberté de se vêtir constitue-t-elle un trouble manifestement illicite ?

- *Avis de l'Avocat général Pierre Lyon-Caen* 221

ANNEXE :

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 mai 2003* 224
- *Note Pascal Moussy* 224

Contrat de travail à durée déterminée - Action en requalification (trois espèces) – Saisine du bureau de jugement – Suspension de toute mesure de rupture en référé (première espèce) – Saisine du bureau de jugement – Requalification provisoire en référé (deuxième espèce) – Requalification du contrat par le juge du fond – Rupture du contrat – Continuité du contrat sous astreinte en référé (troisième espèce).

- *Première espèce : Conseil de Prud'hommes de Limoges (Référé) 23 avril 2002* 233
- *Deuxième espèce : Conseil de Prud'hommes de Tours (Référé) 15 mai 2002* 234
- *Troisième espèce : Conseil de Prud'hommes de Bobigny (Référé) 11 avril 2002* 236
- *Note Daniel Boulmier* 236

Grève - Activité syndicale – Mesure de rétorsion de la part de l'employeur – Licenciement – Pouvoir du juge des référés – Réintégration – Dommages-intérêts à l'union locale intervenante.

- *Cour d'Appel de Paris (18e Ch. C) 27 février 2003* 298
- *Note Pascal Rennes* 299

Licenciement pour motif personnel - Travailleurs sociaux – Dispositions spécifiques – Dénonciation de mauvais traitements – Protection du salarié contre les mesures patronales de rétorsion – Bien-fondé de la dénonciation ne relevant pas du juge des référés – Réintégration du salarié licencié dans l'attente de la décision sur le fond.

- *Conseil de Prud'hommes de Paris (Référé – Département) 23 juillet 2002* 339

Liberté d'expression – salarié licencié pour avoir affiché des propos critiques – Pratique partagée et courante dans l'entreprise – Atteinte à une liberté fondamentale – Pouvoirs d'intervention du juge des référés – Réintégration.

- *1) Conseil de Prud'hommes d'Annecy (Référé – Département) 26 juin 2001* 426
- *2) Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 18 mars 2003* 429
- *Note Paul Darves-Bornoz* 429

Syndicats professionnels - Discrimination – Référé – Pouvoir du juge – Evidence – Remise en état – Reclassement et réintégration dans la fonction.

- *Conseil de Prud'hommes de Nîmes (Référé) 12 mars 2003* 496
- *Note Michel Estevez* 497

Mesure patronale de réorganisation – Sanction disciplinaire déguisée – Changement horaire ayant une incidence sur la vie personnelle du salarié – Absence de procédure disciplinaire constituant un trouble manifestement illicite – Reprise du travail aux conditions initiales.

- *Conseil de Prud'hommes de Paris (Référé) 4 mars 2003* 525

• statut des conseillers

Conseiller – Double requête en récusation et suspicion légitime – Légèreté blâmable – Condamnation à amendes civiles.

- *Cour d'Appel de Riom (4e Ch. Civ.) 10 décembre 2002* 333
- *Note Dominique Holle, Président du CPH de Clermont-Ferrand* 335

conseillers du salarié

Entreprises en difficultés – Représentant des salariés désigné en application de l'article L. 621-8 du Code du Commerce – Qualité d'institution représentative du personnel susceptible d'assister un salarié à un entretien préalable à un licenciement (non) – Entreprise dépourvue d'institution représentative – obligation dans la lettre de licenciement de mentionner la possibilité de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise – A défaut, irrégularité de la procédure de licenciement.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2002* 247

contrats d'aide à l'emploi

• stages

Personnes vulnérables - Elèves stagiaires en entreprise - Exploitation - Rétribution sans rapport avec le travail accompli.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002* 256

contrat de travail

• définition du rapport salarial

Employeur - Détermination - Cession du capital social - Absence d'incidence sur la personne de l'employeur - Engagement de garantie d'emploi pris dans le contrat de cession - Opposabilité à la société (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2002* 19
- *Note Arnaud de Senga* 20

Employeur - Détermination - Démonstrateur de grand magasin - Pouvoir de direction et de contrôle exercé conjointement par la société titulaire du stand et par le grand magasin - Situation de co-emploi.

- *Cour d'Appel de Paris (22e Ch. A) 2 octobre 2002* 62

• obligations réciproques

Responsabilité pécuniaire du salarié - Exécution d'une obligation contractuelle - Absence de nécessité d'une faute lourde.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 novembre 2002* 188
- *Note G.* 188

Doctrine :

Notation et évaluation des salariés

- *par Alain Chirez, Maître de Conférences à la Faculté de Droit, des Sciences Economiques et de Gestion de Nice-Sophia Antipolis, Avocat au Barreau de Grasse* 309

• clauses spéciales

Rapport annuel de la Cour de Cassation 321

• modifications du contrat de travail

Mention du lieu de travail ayant valeur d'une simple information à moins qu'il ne soit stipulé par une clause claire et précise que le salarié exécutera son travail exclusivement dans ce lieu.

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003* 527
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003* 527
- *Note Pascal Moussy et Francis Saramito* 527

• exécution

Salariée soupçonnée de mensonge quant à la réalité des projections de clientèle qui lui incombent - Défaut d'accomplissement révélé par une filature organisée et exercée par son supérieur hiérarchique - Moyen de preuve illicite insusceptible d'établir l'existence d'une faute grave justificative du licenciement de l'intéressé.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2002* 249
- *Note Francis Saramito* 249

contrat à durée déterminée

• requalification

Action en requalification (trois espèces) - Saisine du bureau de jugement - Suspension de toute mesure de rupture en référé (première espèce) - Saisine du bureau de jugement - Requalification provisoire en référé (deuxième espèce) - Requalification du contrat par le juge du fond - Rupture du contrat - Continuité du contrat sous astreinte en référé (troisième espèce).

- *Première espèce : Conseil de Prud'hommes de Limoges (Référé) 23 avril 2002* 233
- *Deuxième espèce : Conseil de Prud'hommes de Tours (Référé) 15 mai 2002* 234
- *Troisième espèce : Conseil de Prud'hommes de Bobigny (Référé) 11 avril 2002* 236
- *Note Daniel Boulmier* 236

Rapport annuel de la Cour de Cassation 322

conventions et accords collectifs

• négociation

procédure

Doctrine :

Négociation collective : Les droits des organisations syndicales de salariés non-signataires,

- *par Francis Saramito* 1
- ANNEXE : Clauses institutionnelles dites "normatives" - Mise à disposition des organisations syndicales de moyens modernes de communication (site intranet) - Clauses devant bénéficier à toutes les organisations, même non-signataires.
- *Tribunal de Grande Instance de Nanterre (1^{re} Ch. B.) 31 mai 2002* 9

Accord collectif de groupe - Licéité - Conditions - Syndicat non signataire - Participation aux négociations d'accords de groupe subséquents - Conditions.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003* 398
- *Note M.F. Bied-Charreton* 398

Salaires - Conventions collectives nationale et locale - Articulation - Absence d'extension au niveau local - Effet.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 janvier 2003* 430
- *Note Sophie Nadal, Maître de Conférences à l'Université de Cergy-Pontoise* 431

Conventions et accords de branche - Nécessité de la participation de tous les syndicats représentatifs à la négociation.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 septembre 2003* 529
- *Note Catherine Thomas, enseignant-chercheur à l'Université de Nantes* 529

contenu

Allocations d'assurance chômage – 1) Action en paiement – Prescription – Règlement annexé à la convention du 1^{er} janvier 1994 prévoyant une prescription de deux ans dans son article 88 – Disposition incompatible avec l'article 2777 C. civ. – Application de la prescription de cinq ans prévue par ce texte – 2) Montant – Article 50 du règlement prévoyant une réduction de l'allocation entre 55 et 60 ans lorsque l'allocataire peut prétendre à ou perçoit un avantage de vieillesse – Illégalité, aucune disposition législative ne prévoyant cette réduction – Cumul possible.

• *Cour d'Appel de Lyon (6e Ch.) 13 février 2002*..... **18**

Accord d'entreprise – Exclusion de certains établissements – Licéité – Conditions.

Accord d'entreprise prévoyant que les dispositions concernant la rémunération ne s'appliqueront pas aux établissements distincts créés après juillet 1985 – Renvoi pour ceux-ci à des accords d'établissement aboutissant à une minoration de la rémunération normalement applicable dans l'entreprise – Traitement différencié contraire au principe « à travail, salaire égal ».

• *Cour d'Appel de Bordeaux (Ch. Soc.) 2 juin 2003*..... **489**

• *Note Francis Saramito*..... **491**

• *Sous-note Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 octobre 1999*..... **491**

Salaire – Conventions collectives nationale et locale – Articulation – Absence d'extension au niveau local – Effet

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 janvier 2003*..... **430**

• *Note Sophie Nadal, Maître de Conférences à l'Université de Cergy-Pontoise*..... **431**

• accords dérogatoires

Salaires - Loi validant rétroactivement le montant des salaires résultant d'une convention collective dérogatoire aux dispositions légales – Licéité des lois de validation au regard des dispositions de l'article 6-1 de la Convention Européenne de sauvegarde des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales – Ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice – Possibilité pour de sérieux motifs d'intérêt général ?

• *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003* **207**

• *Note Y.L.P.* **208**

Doctrine :

Accords de méthodes : un marché de dupes

• *par Christophe Baumgarten, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis*..... **358**

Doctrine :

A propos de l'articulation des consultations obligatoires prévues par les Livres III et IV du Code du Travail.

• *par Francis Saramito*..... **362**

Doctrine :

L'emploi hors-la-loi ?

• *par Pascal Rennes* **363**

• accords de groupes

Accord collectif de groupe – Licéité – Conditions – Syndicat non signataire – Participation aux négociations d'accords de groupe subséquents – Conditions.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003*..... **398**

• *Note M.F. Bied-Charreton*..... **398**

Accord collectif instituant le comité de groupe prévoyant la désignation d'un délégué syndical par les organisations représentatives au niveau du groupe – Représentativité résultant de la désignation de représentants du personnel au comité de groupe conformément aux dispositions de l'article L. 439-3 du Code du Travail.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 13 mai 2003* **488**

• accords d'intéressement et de participation

Intéressement – Formule de calcul liée aux performances – Critère tiré de l'amélioration de la sécurité – Taux de fréquence des accidents de travail – Caractère collectif – Obligation de sécurité du salarié (L. 230-3 C. Trav.) – Requalification des primes (non).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 24 septembre 2002*..... **20**

• *Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à Nancy II* **21**

Rapport annuel de la Cour de Cassation **387**

cour de cassation

• rapport

Document :

Rapport de la Cour de Cassation au titre de l'année judiciaire 2002 :

Première partie **319**

Deuxième partie **381**

délégués du personnel

• entraves

Réunion mensuelle – Convocation – Convocation au siège de l'entreprise et non dans le cadre de l'établissement – Entrave (oui)

• *Cour d'Appel de Poitiers (Ch. Correc.) 3 avril 2003*... **432**

• *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan*... **434**

délégués syndicaux

• désignation

Mandat – Caducité – Conditions.

• *Cour d'Appel de Paris (1re Ch., section S) 27 novembre 2002*..... **211**

• *Note Michel Henry*..... **213**

• attributions

Liberté d'expression – Propos critiques à l'égard de la Direction – Sanctions disciplinaires (avertissements) (deux espèces) – Nullité (première espèce) – Délit d'entrave constitué (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour d'Appel de Toulouse (4e Ch. Soc.) 6 juin 2002*..... **239**

• *Deuxième espèce : Cour d'Appel de Bordeaux (3e Ch. Corr.) 11 février 2003*..... **241**

Protocole préélectoral – Capacité du délégué syndical à négocier l'accord préélectoral – Nécessité d'un mandat spécifique (non) – Obligation d'inviter l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau considéré (art.L.423-18 al. 2 C. trav.)

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 février 2003*..... **336**
- *Note Philippe Levavasseur, Doctorant, Droit et Changement Social, IRDP, Nantes* **337**

démission

Salarié prenant acte de la rupture de son contrat de travail au motif du non respect par l'employeur de ses obligations – Griefs invoqués non fondés – Démission (non) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui)

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2002*..... **156**
- *Note Mélanie Carles*..... **157**

discriminations

Syndicats professionnels - Discrimination (deux espèces) – Classification professionnelle – Pouvoirs du juge des référés – Reclassement dans sa catégorie (première espèce) – Accidents mortels de travail – Propagande patronale accusant le syndicat d'utiliser le drame à des fins électorales – Moyens de pression caractérisés – Condamnation pénale (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'Appel de Montpellier (Ch. Soc. – Référé) 8 janvier 2002*..... **72**
- *Deuxième espèce – Cour d'Appel de Douai (6^e Ch. Corr.) 21 novembre 2002*..... **73**

Doctrine :

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire,

par *Nadia Hantali, Chargée d'enseignement à l'Université Montesquieu de Bordeaux IV – Comprasec UMR CNRS 5114*..... **141**

ANNEXE : Fonctionnaires et agents publics – Régimes de retraite spéciaux – Egalité de traitement hommes/femmes – Avantages ne pouvant être réservés aux femmes (trois espèces) – Pension – Calcul – Bonification pour enfant à charge (première espèce) – Pension de réversion – Date d'entrée en jouissance (deuxième espèce) – Pension – Jouissance immédiate pour les agents du sexe féminin sous certaines conditions – Doute sérieux sur la légalité du dispositif – Référé administratif – Suspension du refus de l'administration (troisième espèce).

- *Première espèce : Conseil d'Etat 5 juin 2002*..... **146**
- *Deuxième espèce : Conseil d'Etat 29 juillet 2002*..... **147**
- *Troisième espèce : Tribunal administratif de Toulouse (référé) 21 octobre 2002* **148**

Salaires – Règle à travail égal salaire égal (trois espèces) – Différence de traitement pouvant être justifié par une différence objective de situation – Obligation pour l'employeur d'en apporter la preuve (première espèce) – Différence de nationalité ne pouvant constituer une justification de la différence de rémunération (deuxième et troisième espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2002*..... **251**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 janvier 2003* **252**

- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2002*..... **252**

Doctrine :

La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal. A propos de la décision Moulin Rouge

- par *Michel Miné* **270**

Document :

Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique..... **276**

Discrimination raciale dans l'embauche – Restaurant « Le Moulin Rouge » - Salariés de couleur exclus des contacts avec la clientèle – Postes se limitant à des travaux en cuisine – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Paris (31^e Ch. Correc.) 22 novembre 2002*..... **284**

Discrimination raciale dans l'embauche – Institut de beauté – Exclusion des candidats de couleur ou portant un nom à consonance étrangère – Tri de la clientèle selon ces mêmes critères – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Montbéliard (Ch. Correc.) 7 février 2003* **290**

Discrimination raciale dans l'embauche – Ikéa – Salariés prenant contact avec la clientèle à domicile – Discrimination destinée prétendument à faciliter les contacts – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Versailles (5^e Ch. Correc.) 2 avril 2001*..... **292**

Discrimination raciale dans l'embauche – Activité de menuisier – Poste réservé aux candidats « bien français » - Condamnation.

- *Cour d'Appel de Grenoble (1^{re} Ch. Correc.) 18 avril 2001* **295**

Discrimination raciale dans l'embauche – Exclusion des Française portant un nom à consonance étrangère – « Mesure de précaution » dans le cas d'un établissement travaillant pour la défense nationale – Critère repris par l'ANPE – Absence de responsabilité des préposés de cette dernière – Relaxe.

- *Tribunal de Grande Instance de Toulon (Ch. Correc.) 11 avril 2003*..... **295**

Syndicats professionnels - Discrimination dans le déroulement de la carrière (deux espèces) – Pouvoirs du juge – Reclassification (première espèce) – Refus d'accès à un niveau de classification conventionnelle supérieur – opposition constante de l'employeur – Délit constitué (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc. 10 juillet 2002* **446**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.) 22 octobre 2002*..... **446**

Syndicats professionnels - Discrimination – Incidence – Blocage de carrière – Impact sur la santé du salarié – Indemnisation.

- *Conseil de Prud'hommes de Lyon (Sect. Encadrement) 30 janvier 2003* **449**

Syndicats professionnels - Discrimination – Référé – pouvoir du juge – Evidence – Remise en état – Reclassement et réintégration dans la fonction.

- *Conseil de Prud'hommes de Nîmes (Référé) 12 mars 2003* **496**
- *Note Michel Estevez, Conseiller prud'hommes* **497**

droit disciplinaire

Doctrine

Notation et évaluation des salariés.

- par **Alain Chirez**, *Maître de Conférences à la Faculté de Droit, des Sciences Economiques et de Gestion de Nice-Sophia Antipolis, Avocat au Barreau de Grasse*..... **309**

• procédure

Procédure – Délai prévu à l'article L. 122-41 – Caractère préfix (deux espèces).

- *Première espèce* : *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 janvier 2003*..... **335**
- *Deuxième espèce* : *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 20 juin 2002*..... **335**
- *Note Paul Darves-Bornoz*..... **335**

Mesure patronale de réorganisation – Sanction disciplinaire déguisée – Changement horaire ayant une incidence sur la vie personnelle du salarié – Absence de procédure disciplinaire constituant un trouble manifestement illicite – Reprise du travail aux conditions initiales.

- *Conseil de Prud'hommes de Paris (Référé) 4 mars 2003*..... **525**

• règlement intérieur

validité

Grève - Règlement intérieur énonçant les mesures de sécurité applicables en cas de grève – Dispositions manquant de précision et de caractère trop général – Atteinte excessive portée à l'exercice du droit de grève – Légalité de la décision administrative demandant le retrait de ces dispositions.

- *Cour Administrative d'Appel de Lyon 25 février 2003* **439**

droit pénal du travail

Doctrine :

Le contentieux pénal : entre répression et réparation, les nouveaux contours de la responsabilité

- par **Patrick Chaumette**, *Professeur à l'Université de Nantes*..... **109**

Blessures involontaires – Entreprise extérieure – Absence de plan de prévention – Faute caractérisée – Condamnation.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 19 novembre 2002*..... **129**

Blessures involontaires (contravention) – Absence de protections collectives – Dispositif de sécurité individuelle inapproprié – Faute caractérisée.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 22 octobre 2002*..... **130**

Travail dissimulé - Mise en danger de la vie d'autrui – Etablissement d'attestations faisant état de faits matériellement inexacts – Infraction à la législation sur les transports.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 20 juin 2002*..... **214**

Comité d'entreprise - Organisation de l'entreprise – Défaut de consultation du comité d'entreprise – Délit d'entrave.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 19 novembre 2002*..... **215**

Horaires de travail – Absence de moyens de contrôle – Pénalité – Délit d'obstacle aux fonctions de l'inspecteur du travail.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002*..... **217**

Personnes vulnérables - Elèves stagiaires en entreprise – Exploitation – Rétribution sans rapport avec le travail accompli.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002*..... **256**

Doctrine :

La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal. A propos de la décision Moulin Rouge

- par **Michel Miné**..... **270**

Discrimination raciale dans l'embauche – Restaurant « Le Moulin Rouge » - Salariés de couleur exclus des contacts avec la clientèle – Postes se limitant à des travaux en cuisine – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Paris (31^e Ch. Correc.) 22 novembre 2002*..... **284**

Discrimination raciale dans l'embauche – Institut de beauté – Exclusion des candidats de couleur ou portant un nom à consonance étrangère – Tri de la clientèle selon ces mêmes critères – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Montbéliard (Ch. Correc.) 7 février 2003*..... **290**

Discrimination raciale dans l'embauche – Ikéa – Salariés prenant contact avec la clientèle à domicile – Discrimination destinée prétendument à faciliter les contacts – Condamnation.

- *Tribunal de Grande Instance de Versailles (5^e Ch. Correc.) 2 avril 2001*..... **292**

Discrimination raciale dans l'embauche – Activité de menuisier – Poste réservé aux candidats « bien français » - Condamnation.

- *Cour d'Appel de Grenoble (1^{re} Ch. Correc.) 18 avril 2001*..... **295**

Discrimination raciale dans l'embauche – Exclusion des Française portant un nom à consonance étrangère – « Mesure de précaution » dans le cas d'un établissement travaillant pour la défense nationale – Critères repris par l'ANPE – Absence de responsabilité des préposés de cette dernière – Relaxe.

- *Tribunal de Grande Instance de Toulon (Ch. Correc.) 11 avril 2003*..... **295**

Emploi – Fonction d'intermédiaire – Intermédiaire entre des parents demandeur de leçons particulières pour leurs enfants et des professeurs – infraction à l'interdiction – Bureau de placement payant.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 mars 2002*..... **305**

Blessures involontaires – Travail à proximité de lignes à haute tension – Electrocutation – Absence de précautions – Fautes caractérisées – Faute non exclusive de la victime – Exonération de la responsabilité de l'employeur (non).

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 24 septembre 2002*..... **306**

Blessures involontaires – Faute caractérisée – Ignorance du risque – Non – Condamnation.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 février 2003*..... **307**

Syndicats professionnels -Discrimination – Discrimination dans le déroulement de la carrière – Pouvoirs du juge – Requalification – Refus d'accès à un niveau de classification conventionnelle supérieur – Opposition constante de l'employeur – Délit constitué.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 22 octobre 2002*..... **446**

Rapport annuel de la Cour de Cassation 394

Comité d'entreprise – Champ d'application – Banque de France – Absence d'incompatibilité avec sa mission – Délit d'entrave constitué (oui).

• *Cour de Cassation (Cass. Crim.) 3 juin 2003* 498

Blessures involontaires – Nature des entreprises concernées – Caractère religieux indifférent – Obligation de sécurité du chef d'entreprise.

• *Cour de Cassation (Cass. Crim.) 14 janvier 2003* 498

Travail temporaire - Cas de recours – Accroissement d'activité – Secteur automobile – Lancement d'un nouveau véhicule s'inscrivant dans le cycle prévisible de production – Infraction.

• *Tribunal de Grande Instance de Briey (Ch. Correc.) 12 mars 2003* 544

• *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'Université de Nancy II* 545

droit social général

Doctrine :

La concurrence par la réduction du coût du travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2003 Syndicat professionnel des exploitants Indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement)

• *par Gérard Lyon-Caen, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 261

ANNEXE :

• *Conseil d'Etat 30 avril 2003* 268

Doctrine :

Les ouvrages de droit du travail des années cinquante.

• *par Benoît Géniaut, Carole Giraudet, Chantal Mathieu, Doctorants et ATER à l'Université Lumière Lyon 2* 367

droit social européen et international

Chroniques jurisprudentielles

Droit social européen – Arrêts de la Cour de justice des Communautés européennes sélectionnés et commentés par Michèle Bonnechère.

Action d'une personne morale devant les juridictions communautaires – Recours en annulation d'un règlement – Protection juridictionnelle effective – Interprétation restrictive de l'article 230 du traité.

• *CJCE 25 juillet 2002* 76

Banque centrale européenne – Conditions d'emploi et règles applicables au personnel – Recours en annulation de deux organisations syndicales – Irrecevabilité.

• *TPI 18 avril 2002* 78

Citoyenneté de l'Union – Principe de la non discrimination – Refus d'une allocation d'attente à un étudiant au seul motif qu'il a terminé ses études secondaires dans un autre Etat membre – Impossibilité en droit communautaire.

• *CJCE 11 juillet 2002* 166

Citoyenneté de l'Union – Effet direct de l'article 18 § 1 du traité CE – Droit de séjour du citoyen de l'Union qui n'est plus travailleur migrant.

• *CJCE 17 septembre 2002* 167

Libre circulation des personnes – Restrictions – Ordre public – Mesures de police – Interdiction de séjour limitée à une partie du territoire national – Admission.

• *CJCE 26 novembre 2002* 169

Doctrine :

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire,

par Nadia Hantali, Chargée d'enseignement à l'Université Montesquieu de Bordeaux IV – Comprasec UMR CNRS 5114 141

ANNEXE : Fonctionnaires et agents publics – Régimes de retraite spéciaux – Egalité de traitement hommes/femmes – Avantages ne pouvant être réservés aux femmes (trois espèces) – Pension – Calcul – Bonification pour enfant à charge (première espèce) – Pension de réversion – Date d'entrée en jouissance (deuxième espèce) – Pension – Jouissance immédiate pour les agents du sexe féminin sous certaines conditions – Doute sérieux sur la légalité du dispositif – Référé administratif – Suspension du refus de l'administration (troisième espèce).

• *Première espèce : Conseil d'Etat 5 juin 2002* 146

• *Deuxième espèce : Conseil d'Etat 29 juillet 2002* 147

• *Troisième espèce : Tribunal administratif de Toulouse (référé) 21 octobre 2002* 148

Salaires - Loi validant rétroactivement le montant des salaires résultant d'une convention collective dérogatoire aux dispositions légales – Licéité des lois de validation au regard des dispositions de l'article 6-1 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales – Ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice – possibilité pour de sérieux motifs d'intérêt général ?

• *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003* 207

• *Note Y.L.P.* 208

Rapport public du Conseil d'Etat 225

Doctrine :

La concurrence par la réduction du coût du travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2003 Syndicat professionnel des exploitants indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement.)

• *par Gérard Lyon-Caen, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 261

ANNEXE : *Conseil d'Etat 30 avril 2003* 268

Document :

Directive 2000/43/CE du Conseil du 29 juin 2000 relative à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique 276

Assurances sociales - Prise en charge des soins délivrés aux ayants droit majeurs de nationalité étrangère – Condition tenant à la régularité de leur séjour sur le territoire français – Absence de contrariété avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme et de son protocole n° 1, article 1.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002* 282

• *Note Michèle Bonnechère* 283

Conseils des Prud'hommes - Article 6 § 1 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme – Droit d'obtenir une décision judiciaire dans un délai raisonnable – Prescription ne s'appliquant pas aux demandes tendant à la révision d'un procès – Toutefois conflits du travail devant être résolus avec une célérité particulière – En l'occurrence, procédure d'appel et de cassation ayant duré plus de deux ans – Violation de l'article 6 § 1.

• *Cour Européenne des Droits de l'Homme (2^e Sect.)* 8 avril 2003..... **425**

Document :

Directives fondées sur les articles 118 A ou 137 du Traité CE **487**

durée du travail

• régime général

Transports routiers – Décret 83-40 – Décompte du temps de travail dans le cas d'un équipage comportant deux conducteurs – Modalités ne faisant pas obstacle à la vérification de la réunion des critères relatifs au temps de travail effectif.

• *Conseil de Prud'hommes de Nantes (sect. Activ. Div. – départage)* 17 octobre 2002..... **242**

• *Note Joseph Chotard, Union locale CGT de Châtellerault* **244**

• heures supplémentaires

Non-paiement d'heures supplémentaires (deux espèces) – Non-cumul de l'indemnité due pour travail dissimulé et l'indemnité de licenciement (première espèce) – Absence de mention sur le bulletin de paie – Élément insuffisant – Caractère intentionnel de la fraude patronale – Preuve reposant sur le salarié (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 15 octobre 2002..... **162**

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 4 mars 2003..... **162**

• *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan...* **162**

• contrôle

Horaires de travail – Absence de moyens de contrôle – Pénalité – Délit d'obstacle aux fonctions de l'inspecteur du travail.

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.)* 3 décembre 2002..... **217**

• repos et astreintes

hebdomadaire

Rapport annuel de la Cour de Cassation..... **381**

• travail à temps partiel

Absence de contrat écrit – Présomption de travail à temps plein – Employeur supportant la charge de la preuve contraire

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 15 octobre 2002..... **68**

• réduction du temps de travail

Négociation sur la RTT (trois espèces) – Accord national sur l'organisation du travail dans la métallurgie – Avenant relatif à la

mise en œuvre des 35 heures – Annulation partielle (première et deuxième espèces) – Détermination des salariés visés par le forfait (troisième espèce).

• *Première espèce : Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.)* 28 mars 2001..... **189**

• *Deuxième espèce : Tribunal de Grande Instance de Paris (1^{re} Ch. Soc.)* 18 mars 2003..... **191**

• *Troisième espèce : Cour d'Appel de Paris (1^{re} Ch. Soc.)* 18 décembre 2002..... **193**

• *Note Marie-Laure Dufresne-Castets et Pascal Moussy* **194**

Rapport public du Conseil d'Etat..... **226**

égalité professionnelle

Doctrine :

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire,

par *Nadia Hantali, Chargée d'enseignement à l'Université Montesquieu de Bordeaux IV - Comptrasec UMR CNRS 5114*..... **141**

ANNEXE : Fonctionnaires et agents publics – Régimes de retraite spéciaux – Egalité de traitement hommes/femmes – Avantages ne pouvant être réservés aux femmes (trois espèces) – Pension – Calcul – Bonification pour enfant à charge (première espèce) – Pension de réversion – Date d'entrée en jouissance (deuxième espèce) – Pension – Jouissance immédiate pour les agents du sexe féminin sous certaines conditions – Doute sérieux sur la légalité du dispositif – Référé administratif – Suspension du refus de l'administration (troisième espèce).

• *Première espèce : Conseil d'Etat* 5 juin 2002..... **146**

• *Deuxième espèce : Conseil d'Etat* 29 juillet 2002..... **147**

• *Troisième espèce : Tribunal administratif de Toulouse (référé)* 21 octobre 2002..... **148**

Salaires - Règle à travail égal salaire égal (trois espèces) – Différence de traitement pouvant être justifiée par une différence objective de situation – Obligation pour l'employeur d'en apporter la preuve (première espèce) – Différence de nationalité ne pouvant constituer une justification de la différence de rémunération (deuxième et troisième espèces).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 26 novembre 2002..... **251**

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 22 janvier 2003..... **252**

• *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 10 décembre 2002..... **252**

Accord d'entreprise – Exclusion de certains établissements – Licéité – Conditions.

Accord d'entreprise prévoyant que les dispositions concernant la rémunération ne s'appliqueront pas aux établissements distincts créés après Juillet 1985 – Renvoi pour ceux-ci à des accords d'établissement aboutissant à une minoration de la rémunération normalement applicable dans l'entreprise – Traitement différencié contraire au principe « à travail, salaire égal ».

• *Cour d'Appel de Bordeaux (Ch. Soc.)* 2 juin 2003..... **489**

• *Note Francis Saramito*..... **491**

• *Sous-note Cour de Cassation (Ch. Soc.)* 27 octobre 1999..... **491**

élections professionnelles

Rapport annuel de la Cour de Cassation 382

• effectif

Effectifs – Cadre assimilé au chef d'entreprise – Exclusion de l'électorat et de l'éligibilité (oui) – Exclusion des effectifs (non)

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2002* 64

• électorat – éligibilité

Licenciement du salarié demandeur d'élection – Réintégration dans l'entreprise avant le premier tour des élections – Éligibilité (oui).

• *Tribunal d'Instance de Limoges 11 février 2003* 434

• *Note Pascal Rennes* 435

• protocole préélectoral

Capacité du délégué syndical à négocier l'accord préélectoral – Nécessité d'un mandat spécifique (non) – Obligation d'inviter l'ensemble des organisations syndicales représentatives au niveau considéré (art.L.423-18 al. 2 C. trav.).

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 12 février 2003* 336

• *Note Philippe Levavasseur, Doctorant, Droit et Changement Social, IRDP, Nantes* 337

• contentieux électoral

Contentieux préélectoral – Irrecevabilité du pourvoi (deux espèces) – Contestation susceptible d'être examinée par le juge de l'élection (première espèce) – Comité d'entreprise européen – Groupe de négociation – Litige susceptible d'appel (deuxième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 mai 2003* 492

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 juin 2003* 492

• *Note Maurice Cohen* 492

embauche

Doctrine :

La discrimination raciale à l'embauche devant le juge pénal. A propos de la décision Moulin Rouge

• *par Michel Miné* 270

Discrimination raciale dans l'embauche – Restaurant « Le Moulin Rouge » – Salariés de couleur exclus des contacts avec la clientèle – Postes se limitant à des travaux en cuisine – Condamnation.

• *Tribunal de Grande Instance de Paris (31^e Ch. Correc.) 22 novembre 2002* 284

Discrimination raciale dans l'embauche – Institut de beauté – Exclusion des candidats de couleur ou portant un nom à consonance étrangère – Tri de la clientèle selon ces mêmes critères – Condamnation.

• *Tribunal de Grande Instance de Montbeliard (Ch. Correc.) 7 février 2003* 290

Discrimination raciale dans l'embauche – Ikéa – Salariés prenant contact avec la clientèle à domicile – Discrimination destinée prétendument à faciliter les contacts – Condamnation.

• *Tribunal de Grande Instance de Versailles (5^e Ch. Correc.) 2 avril 2001* 292

Discrimination raciale dans l'embauche – Activité de menuisier – Poste réservé aux candidats « bien français » – Condamnation.

• *Cour d'Appel de Grenoble (1^{re} Ch. Correc.) 18 avril 2001* 295

Discrimination raciale dans l'embauche – Exclusion des Française portant un nom à consonance étrangère – « Mesure de précaution » dans le cas d'un établissement travaillant pour la défense nationale – Critère repris par l'ANPE – Absence de responsabilité des préposés de cette dernière – Relaxe.

• *Tribunal de Grande Instance de Toulon (Ch. Correc.) 11 avril 2003* 295

• offre d'embauche

Fonction d'intermédiaire – Intermédiaire entre des parents demandeurs de leçons particulières pour leurs enfants et des professeurs – Infraction à l'interdiction de bureau de placement payant.

• *Cour de Cassation (Ch. Crim) 11 mars 2002* 305

entreprises en difficultés

• assurance des créances salariales

Rupture des contrats de travail – Délivrance des documents obligatoires – Inexécution (deux espèces) – Mandataire-liquidateur – Mentions inexacts – Absence de rectification – Liquidation de l'astreinte (première espèce) – Employeur – Absence de délivrance – Préjudice – Dommages et intérêts – Garantie de l'AGS (oui) (deuxième espèce).

• *Première espèce : Conseil de Prud'hommes de Nancy (section Industrie) 30 mai 2002* 153

• *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2002* 154

• *Note Daniel Boulmier, Maître de conférences à l'Université de Nancy II* 154

Etablissement du passif – Créances d'un salarié non reprises au relevé des créances salariales – Délai de deux mois pour saisir le Conseil des Prud'hommes – Point de départ : date du dépôt au greffe du relevé – Avis du représentant des créanciers devant préciser cette date et mentionner l'existence du délai de forclusion – Avant de prononcer celle-ci, obligation pour le juge de constater que ces formalités avaient été accomplies – A défaut inopposabilité de la forclusion.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2002* 155

Etendue de la garantie – Décision prud'homale antérieure au jugement d'ouverture du redressement judiciaire – Décision exécutoire par provision en application de l'article R. 516-37 du Code du Travail – Représentant des créanciers condamné à établir un relevé et à le transmettre à l'AGS – Décision ne pouvant, par

contre, entraîner une condamnation directe de l'AGS en raison de son absence de l'instance.

- *Tribunal de Grande Instance de Lyon (Juge de l'exécution) 23 avril 2002* 245
- *Note Francis Saramito* 246

Liquidation judiciaire – Etendue de la garantie – Licenciement par le mandataire liquidateur d'un salarié protégé – Autorisation de l'inspection du travail annulée par la juridiction administrative – nature de l'indemnité prévue à l'article L. 412-19 CT – Créance de salaire née après la période de garantie (non) – Réparation du préjudice causé par une rupture annoncée par le mandataire liquidateur dans les quinze jours du jugement de liquidation – Garantie due.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 2 octobre 2002* 297

Rapport annuel de la Cour de Cassation 329

Redressement ou liquidation judiciaire – Créance ne figurant pas sur les relevés déposés au greffe du Tribunal de Commerce par le représentant des créanciers – Possibilité pour le salarié de saisir le Conseil de Prud'hommes dans un délai de deux mois à compter de la publicité de ce dépôt – Opposabilité de la forclusion née de l'écoulement de ce délai subordonnée à l'information individuelle du salarié par le représentant des créanciers de la date du dépôt et de l'indication qu'elle constitue le point de départ du délai.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 décembre 2002* 338
- *Note Francis Saramito* 338

Doctrine :

L'abaissement du montant maximum de la garantie due par l'AGS.

- *par Francis Saramito* 357

Assurance des créances salariales dues à la date du jugement d'ouverture de la procédure collective – Etendue de la garantie (deux espèces). 1) Dommages-intérêts pour préjudice moral lié aux conditions de la rupture – Faute patronale en relation avec l'exécution du contrat de travail – Garantie due (première espèce). 2) Licenciement d'une femme enceinte au cours de la période de suspension – Nullité – Droit de l'intéressée au paiement des salaires qu'elle aurait perçus pendant toute la période de protection – Garantie due (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003* 436
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003* 436
- *Note Francis Saramito* 436

Salarié employé en France par l'entreprise d'un Etat membre de l'Union européenne et objet d'une procédure collective ouverte dans cet Etat – Garantie de l'AGS subordonnée à l'exequatur de la décision étrangère.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 juin 2003* 531

• procédure

Procédure d'observation – Licenciements économiques – Motivation de la lettre – Eléments insuffisants – Nécessité de viser l'ordonnance du juge-commissaire autorisant la rupture des contrats (deux espèces) – Renvoi à l'ouverture d'une procédure collective (première espèce) – Motivation liée aux difficultés économiques (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003* 198
- *Deuxième espèce : Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 avril 2003* 198
- *Note Paul Darves-Bornoz* 201

• licenciement

Remise des documents liés à la rupture – Refus du mandataire-liquidateur – Délivrance sous astreinte.

- *Conseil de Prud'hommes de Reims (sect. Act. Div.) 15 juillet 2002* 65
- *Note Michel Tanner, Service juridique de l'UL de Reims* 66

Représentant des salariés désigné en application de l'article L. 621-8 du Code du Commerce – Qualité d'institution représentative du personnel susceptible d'assister un salarié à un entretien préalable à un licenciement (non) – Entreprise dépourvue d'institution représentative – obligation dans la lettre de licenciement de mentionner la possibilité de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise – A défaut, irrégularité de la procédure de licenciement.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2002* 247

Transfert d'entreprise – Effets sur le contrat de travail – Poursuite de l'activité par une autre société parallèlement à la procédure collective – Licenciement prononcé par le liquidateur privé d'effet – Action à l'encontre du cédant ou du cessionnaire – Droit d'option du salarié – Option limitée à l'absence de rétractation du licenciement dans le délai de préavis.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2003* 349
- *Note Paul Darves-Bornoz* 351
- *Note Pascal Moussy* 352

entreprises publiques

• statut et code du travail

SNCF – Fourniture et utilisation d'un téléphone portable – Communications facturées à l'agent au-delà d'un forfait de 100 minutes – Sommes correspondantes ne pouvant être retenues sur le salaire de l'intéressé – Interdiction de compensations énoncées par l'article L. 144-3 du Code du Travail visant en particulier les entreprises de chemin de fer – Employeur devant recourir pour le recouvrement de sa créance aux voies du droit commun.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2003* 437

fonctionnaires et agents publics

• titulaires

Dispositions applicables – Principe général du droit – Inaptitude à l'emploi – Obligation de reclassement – A défaut d'une telle possibilité, obligation de licencier.

- *Conseil d'Etat (7^e et 5^e ss-sect. Réunion) 2 octobre 2002* 23
- *Note Franck Héas, Maître de conférences à l'Université de Bretagne-Sud* 24

Réponse ministérielle relative à l'électorat des Comités techniques paritaires **122**

Doctrine :

Le Code des pensions civiles et militaires à l'épreuve du droit communautaire,

par **Nadia Hantali**, *Chargée d'enseignement à l'Université Montesquieu de Bordeaux IV - Comprasec UMR CNRS 5114*..... **141**

ANNEXE : Fonctionnaires et agents publics – Régimes de retraite spéciaux – Egalité de traitement hommes/femmes – Avantages ne pouvant être réservés aux femmes (trois espèces) – Pension – Calcul – Bonification pour enfant à charge (première espèce) – Pension de réversion – Date d'entrée en jouissance (deuxième espèce) – Pension – Jouissance immédiate pour les agents du sexe féminin sous certaines conditions – Doute sérieux sur la légalité du dispositif – Référé administratif – Suspension du refus de l'administration (troisième espèce).

• *Première espèce : Conseil d'Etat 5 juin 2002*..... **146**

• *Deuxième espèce : Conseil d'Etat 29 juillet 2002*..... **147**

• *Troisième espèce : Tribunal administratif de Toulouse (référé) 21 octobre 2002*..... **148**

Documents :

Fonction publique territoriale (deux questions) – Comités techniques paritaires – Consultation – Moment – Passation d'une délégation de service public (première question) – Communes – Emploi de salariés sous statut privé – Adhésion à un groupement d'employeurs – Possibilité (non) – Cumul d'activités (deuxième question).

• *Réponse ministérielle à question écrite n° 206 – JO AN du 2 décembre 2002 p. 4640*..... **149**

• *Réponse ministérielle à question écrite n° 962 – JO Sénat du 13 février 2003 p. 544*..... **150**

Rapport public du Conseil d'Etat..... **225**

Droit syndical – Magistrat – Dossier administratif – Composition – Eléments relatifs à son activité syndicale – Condition – Nécessité de gestion administrative.

• *Conseil d'Etat (6e et 4e ss-sect.) 25 juin 2003*..... **532**

• *Note Alberto Puppo, Docteur en Droit, CER-FDP, Université de Cergy-Pontoise*..... **532**

grève

• service public

Doctrine :

Grève dans les services publics (à propos de faits têtus et de quelques bonne intentions).

• par **Arnaud de Senga**..... **405**

ANNEXES : Grève – Services publics – Préavis (trois espèces) – Irrégularité – Absence d'incidence sur le mouvement suivi par les salariés (première espèce) – Modalités annoncées de la grève contestées – Employeur ne pouvant se faire juge de la validité du préavis – Nécessité pour lui de saisir le juge (deuxième espèce) – Sous-traitant d'un établissement public – Champ d'application de L. 521-2 CT – Examen des conditions de fonctionnement de l'activité (troisième espèce) – Service public – Notion – Convention entre un particulier et l'administration – Absence de

clauses exorbitantes du droit commun – Convention n'ayant pas pour objet de faire participer le particulier à l'exécution du service public – Compétence judiciaire (quatrième espèce).

• *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 février 2003*..... **415**

• *Deuxième espèce : Tribunal de Grande Instance de Paris (Référé) 8 janvier 1990*..... **416**

• *Troisième espèce : Cour d'Appel de Paris (14e Ch. B) 11 janvier 2002*..... **418**

• *Quatrième espèce : Tribunal des Conflits 24 février 2003* **419**

• modalités

Règlement intérieur énonçant les mesures de sécurité applicables en cas de grève – Dispositions manquant de précision et de caractère trop général – Atteinte excessive portée à l'exercice du droit de grève – Légalité de la décision administrative demandant le retrait de ces dispositions.

• *Cour Administrative d'Appel de Lyon, 25 février 2003*..... **439**

Doctrine :

L'intervention médiatrice de l'administration du travail dans les conflits collectifs.

• par **Philippe Auvergnon**, *Directeur de Recherches CNRS*..... **501**

• protection

Occupations des locaux de travail – Licenciement pour faute lourde – Charge de la preuve de celle-ci – Employeur n'apportant pas la preuve de la participation personnelle du salarié aux faits – Constats d'huissiers insuffisants – Réintégration du salarié dans son emploi.

• *Conseil de Prud'hommes de Charleville-Mezières (Référé – départage) 22 novembre 2002*..... **28**

Activité syndicale – Mesure de rétorsion de la part de l'employeur – Licenciement – Pouvoir du juge des référés – Réintégration – Dommages-intérêts à l'Union locale intervenante.

• *Cour d'Appel de Paris (18e Ch. C.) 27 février 2003*.... **298**

• *Note Pascal Rennes*..... **299**

• rémunération

Retenues sur prime – Distinction selon les causes d'absence – Illicéité.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2002*..... **156**

Rapport annuel de la Cour de Cassation..... **389**

Protection des représentants du personnel – Licenciement – Mise à pied conservatoire prononcée pendant une grève – Refus d'autorisation de licenciement – Annulation de la mise à pied et de ses effets – Paiement des salaires – Suspension du contrat ayant sa cause non dans la grève mais dans la décision de l'employeur rétroactivement anéantie.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002*..... **303**

• *Note Laurent Millet*..... **304**

• réquisition

Prévention des dommages susceptibles d'être éventuellement causés à l'occasion d'un arrêt de travail – Pouvoirs du juge des

référés : impossibilité de se substituer à l'autorité administrative pour réquisitionner des grévistes ou interdire la mise en place de barrages routiers (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 février 2003*..... **533**
- *Deuxième espèce : Tribunal de Grande Instance de Toulon (Référé) 4 juin 2003*..... **534**
- *Note Francis Saramito*..... **535**

Pouvoirs accordés au Préfet par l'art. L. 2215-1 4^e Code général des collectivités territoriales – Exercice – Conditions.

- *Tribunal administratif d'Orléans (Référé) 25 novembre 2003*..... **537**
- *Note Arnaud de Senga*..... **537**

harcèlement moral

Doctrines :

Le CHSCT, acteur de la prévention,

- *par Rachel Saada, Avocate au Barreau de Paris*..... **90**

ANNEXE 1 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave (article L. 236-9 CT) – Notion de risque grave – Stress professionnel dû aux rapports avec la hiérarchie et au changement organisationnel et technique – Faits justifiant le recours à l'expertise.

- *Tribunal de Grande Instance de Lyon, 28 avril 2002* **95**
- ANNEXE 2 : CHSCT – Recours à une expertise en présence d'un risque grave – Notion de risque grave – Notion non limitée aux dangers physiques d'accident du travail ou de maladie professionnelle – Souffrance professionnelle directement liée aux conditions de travail justifiant le recours à l'expertise.
- *1) Tribunal de Grande Instance de Marseille 3 février 1999*..... **96**
 - *2) Cour d'Appel d'Aix en Provence 5 juillet 1999*..... **96**

Doctrines :

L'institution du médiateur mis en place par la loi sur le harcèlement moral n'aura donc pas vécu !

- *par Philippe Levavasseur, DEA de Droits fondamentaux, Doctorant en droit social à l'Université de Nantes*..... **119**

Accidents du travail - Définition – Nécessité d'un événement soudain et d'une lésion de l'organisme humain – Troubles résultant d'un harcèlement moral auxquels il est possible de conférer une origine et une date certaine – Reconnaissance du caractère professionnel de l'accident (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Dijon 17 décembre 2002*..... **123**
- *Deuxième espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Grenoble 18 octobre 2002*..... **123**
- *Note Laurent Milet*..... **125**

Salarié ayant dénoncé des propos racistes – Mise à l'écart et brimades – Pressions patronales par sanctions disciplinaires et examen d'office par la médecine du travail – Indemnisation du préjudice moral et de carrière.

- *Cour d'Appel de Paris (18^e Ch. D.) 16 septembre 2002*..... **520**

Salarié protégé – Licenciement autorisé par l'inspection – Intervention administrative n'écartant pas la compétence judiciaire

pour apprécier les fautes patronales dans l'exécution du contrat – Détérioration grave et rapide des conditions de travail.

- *Cour d'Appel de Versailles (17^e Ch. Soc.) 5 juin 2003*..... **523**
- *Note Sandra Renda, Avocate au Barreau de Chartres*..... **524**

hygiène et sécurité

Doctrines :

La santé au travail

- *par Pierre-Yves Verkindt, Professeur à l'Université de Lille 2*..... **82**

Document :

Appel aux autorités morales et politiques et aux médecins du travail concernant la prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction..... **121**

Doctrines :

Santé-sécurité dans l'entreprise et dignité de la personne au travail

- *par Michèle Bonnechère*..... **453**

• réglementation

Document :

Circulaire portant création d'un document relatif à l'évaluation des risques pour la santé et la sécurité des travailleurs.

- *DRT n° 2002-6 du 18 avril 2002*..... **10 et 57**

Document :

Directives fondées sur les articles 118 A ou 137 du Traité CE..... **487**

Blessures involontaires – Nature des entreprises concernées – Caractère religieux indifférent – Obligation de sécurité du chef d'entreprise.

- *Cour de Cassation (Cass. Crim.) 14 janvier 2003*..... **498**

• responsabilité

Doctrines :

La dialectique conceptuelle de la faute inexcusable de l'employeur en matière de risques professionnels,

- *par Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan*..... **41**

Doctrines :

Contentieux civil : un long siècle d'absence.

- *par Jean-Paul Teissonnière, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis*..... **104**

Doctrines :

Le contentieux pénal : entre répression et réparation, les nouveaux contours de la responsabilité,

- *par Patrick Chaumette, Professeur à l'Université de Nantes*..... **109**

Blessures involontaires – Entreprise extérieure – Absence de plan de prévention – Faute caractérisée – Condamnation.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 19 novembre 2002*..... **129**

Blessures involontaires (contravention) – Absence de protections collectives – Dispositif de sécurité individuelle inapproprié – Faute caractérisée.

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 22 octobre 2002..... 130*

Blessures involontaires – Travail à proximité de lignes à haute tension – Electrocutation – Absence de précautions – Faute caractérisée – Faute non exclusive de la victime – Exonération de la responsabilité de l'employeur (non).

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 24 septembre 2002 306*

Blessures involontaires – Faute caractérisée – Ignorance du risque – Non – Condamnation.

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 11 février 2003 307*

• droit de retrait

Exercice – Chauffeurs de bus – Risque d'agression – Existence d'un motif raisonnable (non)

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 avril 2003..... 439*

inspection du travail

Horaires de travail – Absence de moyens de contrôle – Pénalité – Délit d'obstacle aux fonctions de l'Inspecteur du travail.

• *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002 217*

Rapport public du Conseil d'Etat..... 226

Doctrine :

L'intervention médiatrice de l'administration du travail dans les conflits collectifs.

• *par Philippe Auvergnon, Directeur de recherches CNRS..... 501*

libertés individuelles libertés publiques

Doctrine :

L'atteinte portée à la liberté de se vêtir constitue-t-elle un trouble manifestement illicite ?

• *Avis de l'Avocat général Pierre Lyon-Caen 221*

ANNEXE :

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 28 mai 2003 224*

• *Note Pascal Moussy 224*

Document :

Une contribution du syndicat de la Magistrature : Que faire lorsqu'on est arrêté par la police lors d'une manifestation ?...420

Liberté d'expression – Salarié licencié pour avoir affiché des propos critiques – Pratique partagée et courante dans l'entreprise – Atteinte à une liberté fondamentale – Pouvoirs d'intervention du juge des référés – Réintégration.

• *1) Conseil de Prud'hommes d'Annecy (Référé – Départage) 26 juin 2001 426*

• *2) Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 18 mars 2003..... 429*

• *Note Paul Darves-Bornoz 429*

Doctrine :

Au sujet de « L'entreprise et les libertés du salarié » de Philippe Waquet,

• *par Francis Saramito..... 510*

licenciement des salariés protégés (voir

protection des représentants du personnel)

licenciement pour motif personnel

• motifs de licenciement

Salarié prenant acte de la rupture de son contrat de travail au motif du non respect par l'employeur de ses obligations – Grieffs invoqués non fondés – Démission (non) – Licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui)

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 septembre 2002..... 156*

• *Note Mélanie Carles..... 157*

Simple mention de « faute lourde » sans autre précision portée sur la lettre de licenciement – Caractère non contestable de l'absence de cause réelle et sérieuse – Compétence du juge des référés pour le constater et ordonner le versement d'une provision au salarié licencié.

• *Conseil des Prud'hommes de Bordeaux (Référé – Juge départiteur) 16 octobre 2000 202*

Salarié licencié pour faute grave (sommeil au cours d'un travail de nuit) – Exercice du pouvoir patronale de direction – Contrôle par le CPH – Inexécution fautive du salarié aggravée par l'attitude de l'employeur – Absence de bonne foi de ce dernier – Faute grave (non) – Cause réelle et sérieuse (non).

• *Conseil des Prud'hommes de Grenoble (sect. Industrie – Juge départiteur) 21 janvier 2002..... 204*

Salarié exerçant une activité au cours d'une suspension de contrat de travail pour maladie – Inobservation par l'intéressé de son obligation vis-à-vis de la Sécurité Sociale ne pouvant servir de motif à un licenciement – Exercice d'une activité ne constituant pas en lui-même un manquement à l'obligation de loyauté – Acte d'entraide bénévole – Absence de faute grave – Absence de cause réelle et sérieuse.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 juin 2002.....248*

Salariée soupçonnée de mensonge quant à la réalité des prospectations de clientèle qui lui incombent – Défaut d'accomplissement révélé par une filature organisée et exercée par son supérieur hiérarchique – Moyen de preuve illicite insusceptible d'établir l'existence d'une faute grave justificative du licenciement de l'intéressé.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2002 249*

• *Note Francis Saramito.....249*

Rapport annuel de la Cour de Cassation 326

Vol – Contrôle de la Cour de Cassation – Ancienneté du salarié – Faible valeur des objets – Faute grave (non) – Cause réelle et sérieuse (non) (deux espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 juin 2002*..... **440**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003* **440**
- *Note Daniel Boulmier, Maître de Conférences à l'Université de Nancy 2*..... **440**

Document :

Les nouveaux usages du licenciement pour motif personnel (Dares – premières synthèses) **511**

Lettre de rupture – Motivation multiple – non réalisation d’objectifs – Absences et retards – tenue vestimentaire inadéquate – Expression inconvenante – Absence de cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'Appel de Nîmes (Ch. Soc.) 15 avril 2003* **540**
- *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres* **542**

• nullité

Nullité de la rupture – Conséquence – Réintégration de droit (deux espèces) – A défaut de demande du salarié en ce sens, réparation intégrale du préjudice subi (première espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002* **493**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003*..... **494**
- *Note Paul Darves-Bornoz et Patrick Tillie*..... **494**

• période de grossesse et/ou de maladie

Entreprises en difficultés – Assurance des créances salariales dues à la date du jugement d’ouverture de la procédure collective – Etendue de la garantie – Licenciement d’une femme enceinte au cours de la période de suspension – Nullité – Droit de l’intéressée au paiement des salaires qu’elle aurait perçus pendant toute la période de protection – Garantie due.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003*..... **436**
- *Note Francis Saramito*..... **436**

• indemnités

Non-paiement d’heures supplémentaires (deux espèces) – Non-cumul de l’indemnité due pour travail dissimulé et l’indemnité de licenciement (première espèce) – Absence de mention sur le bulletin de paie – Élément insuffisant – Caractère intentionnel de la fraude patronale – Preuve reposant sur le salarié (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 octobre 2002*..... **162**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 mars 2003*..... **162**
- *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan*... **162**

Chômage - Allocations – Différé d’indemnisation – Éléments pris en compte – Dommages et intérêts pour violation d’une clause de garantie d’emploi.

- *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 13 décembre 2002* **231**
- *Note Patrick Tillie* **232**

Travail dissimulé - Non paiement d’heures supplémentaires – Bénéfice de l’indemnité visée à l’art. L. 324-11-1 C. Tr. – Cumul avec les indemnités liées à une rupture licite du contrat de travail (non) – Cumul avec l’indemnisation du licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour d'Appel de Montpellier (Ch. Soc.) 26 juin 2002* . **353**

licenciement pour motif économique

• motifs

Enonciation des motifs dans la lettre de licenciement – Enonciation devant non seulement porter sur la nature des raisons économiques mais préciser aussi leur incidence sur l’emploi du salarié licencié (deux espèces)

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juin 2002*..... **66**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 mai 2002*..... **67**

Motif – Définition – Interruption de l’activité – Caractère temporaire – Cause économique non caractérisée.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 octobre 2002*..... **68**

Entreprises en difficultés - Procédure d’observation – Licenciements économiques – Motivation de la lettre – Éléments insuffisants – Nécessité de viser l’ordonnance du juge-commissaire autorisant la rupture des contrats (deux espèces) – Renvoi à l’ouverture d’une procédure collective (première espèce) – Motivation liée aux difficultés économiques (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003* **198**
- *Deuxième espèce : Cour d'Appel de Chambéry (Ch. Soc.) 23 avril 2003* **198**
- *Note Paul Darves-Bornoz* **201**

Représentants du personnel - Protection – Licenciement pour motif économique – Appréciation par l’administration du travail de la réalité du motif – Entreprise faisant partie d’un groupe – Prise en considération de la situation économique de l’ensemble des sociétés du groupe œuvrant dans le même secteur d’activité – Examen ne devant pas se limiter aux sociétés et établissements situés en France.

- *Conseil d'Etat 8 juillet 2002*..... **206**

Ecoulement du chiffre d’affaires – Caractère réel – Départ de l’équipe commerciale – Absence de remplacement par de nouveaux salariés – Baisse d’activité imputable à l’inertie de l’employeur – Légèreté blâmable – Licenciement dépourvu de cause réelle et sérieuse.

- *Cour d'Appel de Limoges (Ch. Soc.) 28 janvier 2003*... **401**
- *Note Nathalie Bizot, Union locale CGT de Castres*..... **402**

• licenciements individuels

procédure

Entreprises en difficultés - Licenciement – Remise des documents liés à la rupture – Refus du mandataire-liquidateur – Délivrance sous astreinte.

- *Conseil de Prud'hommes de Reims (sect. Act. Div.) 15 juillet 2002* 65
- *Note Michel Tanner, service juridique de l'UL de Reims*..... 66

Entreprises en difficultés - Représentant des salariés désigné en application de l'article L. 621-8 du Code du Commerce – Qualité d'institution représentative du personnel susceptible d'assister un salarié à un entretien préalable à un licenciement (non) – Entreprise dépourvue d'institution représentative – obligation dans la lettre de licenciement de mentionner la possibilité de se faire assister par une personne extérieure à l'entreprise – A défaut, irrégularité de la procédure de licenciement.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2002*..... 247

reclassement - adaptation - obligations de l'employeur

Obligation de reclassement – Périmètre – Association – Dissolution – Reprise d'activité par les membres.

- *Cour d'Appel de Limoges (Ch. Soc.) 11 juin 2002*..... 31

Obligation de reclassement – Propositions patronales – Portée – Droit de refus du salarié.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 janvier 2003*..... 301
- *Note Patrice Adam, Docteur en droit, membre du CERIT*..... 302

Protection des représentants du personnel - Licenciement économique – Plan social – Modalités particulières de reclassement – Décharge de travail – Modification constitutive d'une entrave – Rétablissement dans les fonctions.

- *Cour d'Appel de Versailles (5e Ch. B) 7 février 2003*.. 442

départs négociés

Offre de départ en retraite anticipé dans le cadre d'un plan social – Acceptation par le salarié – Rupture du contrat de travail résultant de l'initiative de celui-ci – Assimilation à un licenciement économique (non) – Absence de droit de l'intéressé à l'indemnité conventionnelle de licenciement.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 25 juin 2002*..... 30

• licenciements collectifs

procédure

Comité d'entreprise - Rédaction unilatérale de l'ordre du jour par l'employeur – Renvoi après une première cassation – Demande du CCE d'interdire les licenciements pour irrégularité de la procédure – Licenciements prononcés néanmoins – Nullité.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2003*..... 152
- *Note Maurice Cohen*..... 152

Doctrine :

Accords de méthodes : un marché de dupes

- *par Christophe Baumgarten, Avocat au Barreau de Seine-Saint-Denis*..... 358

Doctrine :

A propos de l'articulation des consultations obligatoires prévues par les Livres III et IV du Code du Travail

- *par Francis Saramito*..... 362

Doctrine :

L'emploi hors-la-loi ?

- *par Pascal Rennes*..... 363

plan social

Travail temporaire - Salariés affectés à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Requalification – Fermeture de l'usine – Intérimaires non pris en compte dans le plan social – Nullité de celui-ci à leur égard – Réintégration.

- *Conseil de Prud'hommes d'Evry (sect. Industrie) 2 janvier 2003*..... 163

Absence d'intérêt des salariés non licenciés à faire prononcer par le juge des référés prud'homal la nullité du plan social non conforme aux dispositions de l'article L. 321-4-1 du Code du Travail.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 janvier 2003*..... 300

maladies professionnelles

(voir également *accidents du travail*)

Nécessité d'un événement soudain et d'une lésion de l'organisme humain – Troubles résultant d'un harcèlement moral auxquels il est possible de conférer une origine et une date certaine – Reconnaissance de caractère professionnel de l'accident (deux espèces).

- *Première espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Dijon 17 décembre 2002*..... 123
- *Deuxième espèce : Tribunal des Affaires de sécurité sociale de Grenoble 18 octobre 2002* 123
- *Note Laurent Milet*..... 125

Maladies – Reconnaissance – Mécanisme complémentaire.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.), 19 décembre 2002*..... 229
- *Note Patrick Leroy* 229

médecine du travail

Doctrine :

La médecine du travail, acteur de la prévention.

- *par Marie-Christine Soula, Médecin du travail, attachée de consultation à l'hôpital R. Poincaré, Garches*..... 98

Document :

Appel aux autorités morales et politiques et aux médecins du travail concernant la prévention des risques cancérogènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction. 121

Pouvoirs du médecin – Prévention des risques cancérigènes, mutagènes ou toxiques pour la reproduction – Exposition du travailleur – Attestation médicale de non contre-indication.

- *Conseil d'Etat 9 octobre 2002*..... 126
- *Note Catherine Fuentes* 127

protection sociale complémentaire

• complémentaire maladie

Assiette de cotisations – Eléments – Prestation de sécurité sociale (non) – Indemnisation complémentaire perçue par un régime de prévoyance sociale souscrit par l'employeur (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 mai 2002* 35

• régimes complémentaires de retraite

Assiette de cotisations – Contenu – Contribution des employeurs aux régimes complémentaires de retraite (L. 242-1 al. 5 CSS) – Détermination du montant – Inclusion des sommes correspondant au taux d'appel – Redressement (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2003*..... 161
- *Note*..... 161

protection des représentants du personnel

• étendue de la protection

Licenciement pour motif économique – Appréciation par l'administration du travail de la réalité du motif – Entreprise faisant partie d'un groupe – Prise en considération de la situation économique de l'ensemble des sociétés du groupe œuvrant dans le même secteur d'activité – Examen ne devant pas se limiter aux sociétés et établissements situés en France.

- *Conseil d'Etat 8 juillet 2002*..... 206

Transfert partiel d'entreprise – Transfert conventionnel – Salarié protégé compris dans le transfert – Nécessité de l'autorisation de l'inspecteur du travail (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2002* 250

Licenciement – Mise à pied conservatoire prononcée pendant une grève – Refus d'autorisation de licenciement – Annulation de la mise à pied de ses effets – Paiement des salaires – Suspension du contrat ayant sa cause dans la grève mais dans la décision de l'employeur rétroactivement anéantie.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 décembre 2002*..... 303
- *Note Laurent Milet*..... 304

Rapport annuel de la Cour de Cassation 386

Licenciement – Décision de refus de l'inspecteur du travail fondée sur un motif d'intérêt général – Annulation sur recours

hiérarchique de la décision de refus sans que soit évoqué par le ministre le motif d'intérêt général retenu par l'inspecteur du travail.

- *Première espèce : 1) Conseil d'Etat (8^e et 3^e ss-sect.) 26 juin 2002*..... 340
- *2) Conseil d'Etat (1^{re} et 2^e ss-sect.) 26 février 2003* 341
- *Deuxième espèce : Conseil d'Etat (4^e et 1^{re} ss-sect.) 20 mai 1994*..... 341
- *Note Pascal Moussy* 342

Notification du licenciement ayant précédé la décision administrative – Inexistence du licenciement – Poursuite de la relation du travail.

- *Conseil de Prud'hommes de Vannes (Sect. Act. Div.) 30 décembre 2002* 345
- *Note Franck Héas, Maître de Conférences à l'Université de Bretagne-Sud*..... 346

• procédure

Salarié membre d'un conseil d'administration de caisse de la Sécurité Sociale – Protection contre les licenciements (art. L.231-11 du Code de la Sécurité sociale) – Nécessité d'une autorisation administrative préalable – Connaissance par l'employeur de la nomination de l'intéressé résultant de sa publication aux recueils des actes administratifs des préfets de région et de département – Absence d'autorisation engendrant, à défaut de demande de réintégration, le droit à une indemnisation au moins égale à celle prévue par l'article L. 122-14-4 du Code du Travail.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 mai 2002* 157

• salariés concernés

Licenciement du salarié demandeur d'élection – Réintégration dans l'entreprise avant le premier tour des élections – Eligibilité (oui).

- *Tribunal d'Instance de Limoges 11 février 2003* 434
- *Note Pascal Rennes*..... 435

Bénéficiaires – Candidats au CHSCT.

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 30 avril 2003*..... 445
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 1990* 445
- *Note Paul Darves-Bornoz* 445

• réintégration

Licenciement pour motif économique – Absence de demande d'autorisation administrative – Réintégration ordonnée par voie judiciaire – obligation de réintégration dans le poste antérieurement tenu ou non dans un emploi équivalent.

- *Cour d'Appel de Versailles (Ch. Soc. Réunion) 29 janvier 2003*..... 159

Demande d'annulation d'une transaction – Circonstance nouvelle privant de l'autorité de la chose jugée un jugement prud'homal devenu définitif ayant rejeté la demande.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2002*..... 444
- *Note Pascal Moussy* 444

• indemnités

Salarié protégé – Licenciement autorisé par l'inspection – Intervention administrative n'écartant pas la compétence judiciaire pour apprécier les fautes patronales dans l'exécution du contrat – Détérioration grave et rapide des conditions de travail.

- *Cour d'Appel de Versailles (17e Ch. Soc.) 5 juin 2003* **523**
- *Note Sandra Renda, Avocate au Barreau de Chartres* **524**

salaires et rémunérations

• montant

Loi validant rétroactivement le montant des salaires résultant d'une convention collective dérogeant aux dispositions légales – Licéité des lois de validation au regard des dispositions de l'article 6-1 de la Convention européenne des Droits de l'Homme et des libertés fondamentales – Ingérence du pouvoir législatif dans l'administration de la justice – Possibilité pour de sérieux motifs d'intérêt général ?

- *Cour de Cassation (Ass. Plén.) 24 janvier 2003* **207**
- *Note Y.L.P.* **208**

Règle à travail égal salaire égal (trois espèces) – Différence de traitement pouvant être justifiée par une différence objective de situation – Obligation pour l'employeur d'en apporter la preuve (première espèce) – Différence de nationalité ne pouvant constituer une justification de la différence de rémunération (deuxième et troisième espèces).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 26 novembre 2002* **251**
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 22 janvier 2003* **252**
- *Troisième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 décembre 2002* **252**

Personnes vulnérables – Elèves stagiaire en entreprise – Exploitation- Rétribution sans rapport avec le travail accompli.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 3 décembre 2002* **256**

CHSCT - Recours à un expert – Recours autorisé en cas de modification du système de rémunération du personnel.

- *Cour d'Appel de Paris (14e Ch. A) 30 octobre 2002*.... **332**
- *Note Mélanie Carles*..... **332**

Entreprise publique -SNCF – Fourniture et utilisation d'un téléphone portable – Communications facturées à l'agent au-delà d'un forfait de 100 minutes – Sommes correspondantes ne pouvant être retenues sur le salaire de l'intéressé – Interdiction de compensations énoncées par l'article L. 144-3 du Code du Travail visant en particulier les entreprises de chemin de fer – Employeur devant recourir pour le recouvrement de sa créance aux voies du droit commun.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2003*..... **437**

salariés protégés

(voir

protection des représentants du personnel)

santé au travail

(voir *hygiène et sécurité*)

sécurité sociale

Doctrine :

Le contenu de la loi de financement de la Sécurité Sociale pour 2003 – Quelques éléments de réflexion au vu du droit à la protection sociale.

- *par Malik Boumediene, Docteur en droit public*..... **181**

• régime général

Assiette de cotisations – Eléments – Prestation de sécurité sociale (non) – Indemnisation complémentaire perçue par un régime de prévoyance sociale souscrit par l'employeur (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 21 mai 2002* **35**

Assiette de cotisations – Contenu – Contribution des employeurs aux régimes complémentaires de retraite (L. 242-1 al. 5 CSS) – Détermination du montant – Inclusion des sommes correspondant au taux d'appel – Redressement (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 23 janvier 2003*..... **161**
- *Note*..... **161**

Allocation aux adultes handicapés – Ouverture de droit – Disparition de la condition de nationalité – Condition de non-cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité – Charge de la preuve d'un cumul éventuel incombant à la Caisse d'allocations familiales.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2002*..... **211**

Relation des organismes avec les assurés – Obligation d'information sur leurs droits et les conditions d'ouverture de ceux-ci – Violation – Réparation du préjudice en résultant.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 6 mars 2003* **495**
- *Note Francis Saramito*..... **496**

• prestations familiales

Allocation parentale d'éducation – Conditions d'attribution aux élus locaux – Détermination des situations pouvant être assimilées à l'exercice d'une activité professionnelle relevant de la compétence du pouvoir réglementaire – Illégalité de la circulaire déterminant le seuil à partir duquel la perception d'une indemnité doit être assimilée à la rémunération d'une activité professionnelle.

- *Conseil d'Etat 15 mai 2002* **34**

Caisse d'allocations familiales – obligation d'information à l'égard de l'assuré – Demande préalable de l'allocataire – Nécessité (non).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 17 janvier 2002*..... **36**

statuts particuliers

• travailleurs sociaux

Dispositions spécifiques – Dénonciation de mauvais traitements – Protection du salarié contre les mesures patronales de rétorsion – Bien-fondé de la dénonciation ne relevant pas du juge des référés – Réintégration du salarié licencié dans l'attente de la décision sur le fond.

- *Conseil des Prud'hommes de Paris (Référé – départage) 23 juillet 2002* 339

surendettement

Document :

Améliorer le traitement du surendettement et lutter contre l'exclusion financière.

- *Déclaration CGT et Indecosa CGT*..... 186

syndicats professionnels

• fonctionnement - activités

Doctrine :

Négociation collective : Les droits des organisations syndicales de salariés non-signataires,

- *par Francis Saramito*..... 1

ANNEXE : Clauses institutionnelles dites « normatives » - Mise à disposition des organisations syndicales de moyens modernes de communication (site intranet) – Clauses devant bénéficier à toutes les organisations, même non-signataires.

- *Tribunal de Grande Instance de Nanterre (1^{re} Ch. B.) 31 mai 2002*..... 9

Affichage de tracts – Contenu – Elections politiques – Appel à faire barrage à l'extrême droite.

- *Tribunal de Grande Instance de Nanterre (Référé) 3 mai 2002*..... 36

• représentativité

Doctrine :

Le critère de l'indépendance au sein de l'article L. 133-2 du Code du Travail,

- *par Stéphane Michel, Maître de Conférences à l'Université de Valenciennes*..... 133

ANNEXE :

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 3 décembre 2002*..... 139

Rapport annuel de la Cour de Cassation 385

• entraves

Délégué syndical - Liberté d'expression – Propos critiques à l'égard de la Direction – Sanctions disciplinaires (avertissements) (deux espèces) – Nullité (première espèce) – Délit d'entrave constitué (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'Appel de Toulouse (4^e Ch. Soc.) 6 juin 2002*..... 239

- *Deuxième espèce : Cour d'Appel de Bordeaux (3^e Ch. Corr.) 11 février 2003*..... 241

• discrimination

Classification professionnelle – Pouvoirs du juge des référés – Reclassement dans sa catégorie (première espèce) – Accidents mortels de travail – Propagande patronale accusant le syndicat d'utiliser le drame à des fins électorales – Moyens de pression caractérisés – Condamnation pénale (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour d'Appel de Montpellier (Ch. Soc. – Référé) 8 janvier 2002*..... 72

- *Deuxième espèce – Cour d'Appel de Douai (6^e Ch. Corr.) 21 novembre 2002*..... 73

Discrimination dans le déroulement de la carrière (deux espèces) – Pouvoirs du juge – Requalification (première espèce) – Refus d'accès à un niveau de classification conventionnelle supérieur – opposition constante de l'employeur – Délit constitué (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 10 juillet 2002* 446

- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Crim.) 22 octobre 2002*..... 446

Incidence de la discrimination – Blocage de carrière – Impact sur la santé du salarié – Indemnisation.

- *Conseil de Prud'hommes de Lyon (Sect. Encadrement) 30 janvier 2003* 449

Pouvoir du juge des référés – Evidence – Remise en état – Reclassement et réintégration dans la fonction.

- *Conseil de Prud'hommes de Nîmes (Référé) 12 mars 2003*..... 496

- *Note Michel Estevez, Conseiller prud'hommes* 497

• action en justice

Grève - Activité syndicale – Mesure de rétorsion de la part de l'employeur – Licenciement – Pouvoir du juge des référés – Réintégration – Dommages-Intérêts à l'Union locale intervenante.

- *Cour d'Appel de Paris (18^e Ch. C.) 27 février 2003*.... 298

- *Note Pascal Rennes*..... 299

transaction

Rapport annuel de la Cour de Cassation 331

Licenciement – Transaction sur les conséquences de la rupture du contrat de travail ne pouvant intervenir qu'après l'envoi de lettre de licenciement – A défaut, nullité de la transaction.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2003*..... 442

Protection des représentants du personnel – Demande d'annulation d'une transaction – Circonstance nouvelle privant de l'autorité de la chose jugée un jugement prud'homal devenir définitif ayant rejeté la demande.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 18 février 2003*..... 444

- *Note Pascal Moussy* 444

transfert d'entreprise

• conditions

Champ d'application – Concession d'un service public à une personne privée – Reprise en régie directe par la commune concédante – Qualité de SPIC ou de SPA indifférente – Reprise des contrats de travail (oui)

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 14 janvier 2003* 253
- *Note Yves Saint-Jours, Professeur émérite de l'Université de Perpignan* 254

• effets

sur les contrats de travail

Employeur – Détermination – Cession du capital social – Absence d'incidence sur la personne de l'employeur – Engagement de garantie d'emploi pris dans le contrat de cession – Opposabilité à la société (oui).

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 juillet 2002* 19
- *Note Arnaud de Senga* 20

Protection des représentants du personnel – Transfert partiel d'entreprise – Transfert conventionnel – Salarié protégé compris dans le transfert – Autorisation de l'inspecteur du travail (oui)

- *Cour de Cassation (Ch. Social) 20 novembre 2002* 250

Doctrine :

La concurrence par la réduction du coût du travail (à propos de l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 avril 2003 Syndicat professionnel des exploitants indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement).

- *par Gérard Lyon-Caen, Professeur émérite de l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne* 261

ANNEXE :

- *Conseil d'Etat 30 avril 2003* 268

Rapport annuel de la Cour de Cassation 324

Poursuite de l'activité par une autre société parallèlement à la procédure collective – Licenciement prononcé par le liquidateur privé d'effet – Action à l'encontre du cédant ou du cessionnaire – Droit d'option du salarié – Option limitée à l'absence de rétractation du licenciement dans le délai de préavis.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 11 mars 2003* 349
- *Note Paul Darves-Bornoz* 351
- *Note Pascal Moussy* 352

travailleurs étrangers

Allocation aux adultes handicapés – Ouverture du droit – Disparition de la condition de nationalité – Condition de non-cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité – Charge de la preuve d'un cumul éventuel incombant à la Caisse d'allocations familiales.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2002* 211

Assurances sociales – Prise en charge des soins délivrés aux ayants droit majeurs de nationalité étrangère – Condition tenant à la régularité de leur séjour sur le territoire français – Absence de

contrariété avec les exigences de la Convention européenne des droits de l'homme et de son protocole n° 1, article 1.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 19 décembre 2002* 282
- *Note Michèle Bonnechère* 283

travailleurs handicapés

Documents :

Chômage – Allocation de solidarité spécifique – Cumul – Travailleurs handicapés – Temps partiel.

- *Réponse ministérielle* 186

Sécurité sociale – Allocation aux adultes handicapés – Ouverture de droit – Disparition de la condition de nationalité – Condition de non-cumul avec un avantage vieillesse ou invalidité – Charge de la preuve d'un cumul évident incombant à la Caisse d'allocations familiales.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 31 janvier 2002* 211

travail illégal

• travail dissimulé

Non-paiement d'heures supplémentaires (deux espèces) – Non-cumul de l'indemnité due pour travail dissimulé et l'indemnité de licenciement (première espèce) – Absence de mention sur le bulletin de paie – Élément insuffisant – Caractère intentionnel de la fraude patronale – Preuve reposant sur le salarié (deuxième espèce).

- *Première espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 15 octobre 2002* 162
- *Deuxième espèce : Cour de Cassation (Ch. Soc.) 4 mars 2003* 162
- *Note Alex Pomagrzak, Union locale CGT de Royan*... 162

Mis en danger de la vie d'autrui – Etablissement d'attestations faisant état de faits matériellement inexacts – Infraction à la législation sur les transports.

- *Cour de Cassation (Ch. Crim.) 20 juin 2002* 214

Rapport annuel de la Cour de Cassation 320

Non-paiement d'heures supplémentaires – Bénéfice de l'indemnité visée à l'art. L. 324-11-1 C. Tr. – Cumul avec les indemnités liées à une rupture licite du contrat de travail (non) – Cumul avec l'indemnisation du licenciement sans cause réelle et sérieuse (oui).

- *Cour d'Appel de Montpellier (Ch. Soc.) 26 juin 2002* .. 353

• marchandage

Société prestataire de service – Mise à disposition de main d'œuvre – Salariés placé sous la direction du donneur d'ordre – Marchandage.

- *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 29 avril 2003* 402
(rectification p. 450)

travail temporaire

Accident en cours de mission - Salarié affecté à un poste présentant des risques pour sa santé sans avoir reçu une formation renforcée à la sécurité et une information adaptée à ses conditions de travail – Faute inexcusable de l'employeur par application de l'article L. 231-8, troisième alinéa du Code du Travail.

• *Cour de Cassation (Ch. Soc.) 27 juin 2002..... 16*

• cas de recours

Accroissement d'activité – Secteur automobile – Lancement d'un nouveau véhicule s'inscrivant dans le cycle prévisible de production – Infraction.

• *Tribunal de Grande Instance de Briey (Ch. Correct.) 12 mars 2003..... 544*

• *Note Romain Marié, Maître de conférences à l'Université de Nancy 2..... 545*

• requalification

Conseil des Prud'hommes - Référé - Pouvoirs – Contrat de mission temporaire – Requalification – Urgence – Trouble manifestement illicite.

• *Conseil de Prud'hommes de Creil (Référé) 1er octobre 2002 69*

• *Note Michel Estevez, Conseiller Prud'hommes 70*

Salariés affectés à l'activité normale et permanente de l'entreprise – Requalification – Fermeture de l'usine – Intérimaires non pris en compte dans le plan social – Nullité de celui-ci à leur égard – Réintégration.

• *Conseil de Prud'hommes d'Evry (Sect. Industrie) 2 janvier 2003 163*

tribunaux

Responsabilité de l'Etat pour le fonctionnement défectueux du service de la justice – Délai de plus de quatre ans entre la déclaration d'appel et la date de l'audience.

• *Tribunal de Grande Instance de Lille (1re Ch.) 17 octobre 2002..... 37*

(voir également :

Conseil de Prud'hommes

Conseil d'Etat, Cour de Cassation)

unité économique et sociale

Rapport annuel de la Cour de Cassation 384

LE "COHEN"

Nouvelle édition 2003

l'ouvrage de référence indispensable

LE DROIT DES COMITÉS D'ENTREPRISE ET DES COMITÉS DE GROUPE

par Maurice COHEN
Docteur en droit,
Lauréat de la Faculté
de droit et des sciences
économiques de Paris,
Directeur de la «Revue
Pratique de Droit Social».

Au cours des trois dernières années, les comités d'entreprise se sont trouvés au cœur de l'actualité économique et sociale, du fait de la multiplication des licenciements. Pour défendre leurs prérogatives et les intérêts des salariés, ils commencent à utiliser les lois nouvelles de 2000 et 2001, quand la loi du 3 janvier 2003 a «suspendu», notamment, les dispositions visant à accroître en amont l'intervention des comités sur les projets de restructuration. Cette septième édition fait clairement ressortir ce qui est suspendu et ce qui ne l'est pas et indique les «produits de substitu-

tion» aux textes écartés. Elle fait le point sur une jurisprudence très novatrice qui continue à approfondir les attributions des comités d'entreprise. Toujours rédigé dans un style accessible à tous les publics, avec, désormais, de nombreuses références aux arrêts de la Cour de cassation disponibles sur internet, cet ouvrage classique est un instrument de travail indispensable à tous les acteurs de la vie sociale, juristes et non juristes.

1 230 pages - Prix : 97 € (+ frais de port : 10 €). Au-delà d'un exemplaire, nous consulter)

Adressez vos commandes accompagnées du règlement à :

NSA La Vie Ouvrière, BP 27, 75560 PARIS Cedex 12 - Tél. 01.49.88.68.50 - Fax 01.49.88.68.66

Table chronologique de la jurisprudence

(les décisions en italique n'ont été publiées qu'en extraits)

Date	Tribunal	Nom des parties	Page
1 990			
JANVIER			
08/01/90	TGI de Paris (Référé)	CFDT RATP <i>c/</i> RATP	416
DÉCEMBRE			
19/12/90	C. Cass. (Ch. Soc.)	Benmiloud <i>c/</i> Société Serho	445
1 994			
MAI			
20/05/94	Conseil d'Etat (4e et 1re ss-sect.)	Petit Bateau Valton <i>c/</i> Champion	341
1 999			
FÉVRIER			
03/02/99	T.G.I. de Marseille	Caisse régionale d'assurance maladie du sud-est <i>c/</i> CHSCT	96
JUILLET			
05/07/99	CA d'Aix-en-Provence (1 ^{re} Ch. B.)	Caisse régionale d'assurance maladie du sud-est <i>c/</i> CHSCT	97
OCTOBRE			
27/10/99	C. Cass. (Ch. Soc.)	EDF <i>c/</i> M.B. Chaize et autres	491
2000			
OCTOBRE			
16/10/00	CP de Bordeaux (Référé - Juge départ.)	Meynard <i>c/</i> Etablissements Kuhn Aquitaine	202

Date	Tribunal	Nom des parties	Page
------	----------	-----------------	------

2001

MARS

28/03/01	Conseil d'Etat (1 ^{re} et 2 ^e ss-sect.)	FTM CGT et UFICT CGT	189
----------	--	----------------------	-----

AVRIL

02/04/01	TGI de Versailles (5 ^e Ch. Corr.)	UD CGT et a. c/ Malmquist et Ikea (civ. resp.)	292
18/04/01	CA de Grenoble (1 ^{re} Ch. Corr.)	Lafay	295

JUIN

26/06/01	CP d'Annecy (Référé - Départ.)	Pais c/ Sté Coopérative Bourgeois	426
----------	--------------------------------	-----------------------------------	-----

2002

JANVIER

08/01/02	C.A. de Montpellier (Ch. Soc. - référé)	EDF-GDF Services Gard Cévennes c/ Mme Erre	72
11/01/02	CA de Paris (14 ^e Ch. B.)	UL CFTC c/ Aircar et a.	418
17/01/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Pouillart c/ CAF Val d'Oise	36
21/01/02	CP de Grenoble (sect. Indust-Juge dép.)	Cigno c/ Sté Caterpillar France	204
31/01/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Diawara c/ Caisse d'Allocations familiales de Seine-Saint-Denis	211

FÉVRIER

13/02/02	C.A. de Lyon (6 ^e Ch.)	Breugnot c/ ASSEDIC de Lyon	18
----------	-----------------------------------	-----------------------------	----

MARS

11/03/02	<i>Cass. Crim</i>	<i>Top Profs c/ ANPE</i>	305
----------	-------------------	--------------------------	-----

AVRIL

11/04/02	CP de Bobigny (Réf.)	Lagab et a. c/ CPAM de Seine-Saint-Denis et a.	236
23/04/02	CA de Chambéry (Ch. Soc.)	SA Sopizet et a. c/ Cecchini et a.	198
23/04/02	CP de Limoges (Réf.)	Laplaud c/ La Poste	233
23/04/02	TGI de Lyon (Juge de l'exécution)	Cubizolles c/ Sté Acto Services AGS et Dubois es qualités.	245
28/04/02	TGI de Lyon (référé)	OPAC du Rhône c/ CHSCT	95

MAI

03/05/02	T.G.I. de Nanterre (Référé)	Ricoh France c/ CFDT Metallurgie du Sud des Hauts de Seine	36
07/05/02	C. Cass. (2 ^e Ch. Civ.)	Fonds de garantie des victimes d'actes de terrorisme et d'autres infractions c/ Amar	151
15/05/02	Conseil d'Etat	Fédération Nationale des Familles de France	34
15/05/02	CP de Tours (Réf.)	Aumaitre et a. c/ La Poste	234
21/05/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Guillaume c/ Société Secac	35
22/05/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Hydro Aluminium Châteauroux c/ Piard	157
23/05/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Negotap c/ Lepers et Adour	15

Date	Tribunal	Nom des parties	Page
29/05/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hempel c/ Grégoire	67
30/05/02	C.P. de Nancy (Sect. Industrie)	Tonegutti c/ Villette mandataire liquidateur	153
31/05/02	TGI de Nanterre (1 ^{re} Ch. B)	Fédération des Travailleurs de la Métallurgie CGT c/ Sté Renault	9
JUIN			
04/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Les Courriers du Midi c/ Plavsic	248
04/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Ali D. c/ Société Moulin Bleu	440
05/06/02	Conseil d'Etat	Choukroun	146
06/06/02	CA de Toulouse (4 ^e Ch. Soc.)	SOFEB c/ Bernie	239
11/06/02	C.A. de Limoges (Ch. Soc.)	Lavauzelle et autre c/ Association Limoges Haute-Vienne Développement	31
11/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Hureau c/ Sté Dakomex	66
20/06/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Jeanjean père et fils</i>	214
20/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	SA Laurent c/ Michaud	335
25/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Elf Atochem c/ Fédération Chimie Energie CFDT	30
25/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Loriot c/ Coston et Billioud ès qual.	155
26/06/02	Conseil d'Etat (8 ^e et 3 ^e ss-sect)	Sicup Uniroyal	340
26/06/02	CA de Montpellier (Ch. Soc.)	SARL Sonzogni c/ Bagur	353
27/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Berkak c/ Panec et autres	16
27/06/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Sté Unalest c/ Muller	247
JUILLET			
08/07/02	Conseil d'Etat (ext.)	Kerninon et autres c/ Sté FMC Food Machinery	206
09/07/02	CP de Reims (Référé)	Bereaux c/ SARL Khepher	17
10/07/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bonnaz c/ RVI	446
11/07/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Matières premières Saint-Joseph (MPJS)	19
11/07/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse primaire d'assurance maladie de Seine-et-Marne c/ Saïdani	71
11/07/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse d'allocations familiales du Morbihan c/ Moncourrier	71
11/07/02	<i>CJCE</i>	<i>Marie-Nathalie D'Hoop</i>	166
15/07/02	CP de Reims (Sect. Act. Div.)	Rattier c/ AGS et autre	65
23/07/02	CP de Paris (Référé –Départ.)	Font c/ Entraide universitaire	339
25/07/02	<i>CJCE</i>	<i>Union de Pequenos Agricultores</i>	76
29/07/02	Conseil d'Etat	Griesmar	147
SEPTEMBRE			
16/09/02	CA de Paris (18 ^e Ch. D)	RATP c/ Prouvé et UGICT-CGT	520
17/09/02	<i>C.J.C.E.</i>	<i>Famille Baumbast</i>	167
24/09/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	URSSAF de Meurthe-et-Moselle c/ Sté Cogesud	20
24/09/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Guéguan François</i>	306
26/09/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Groupe Populaire d'Assurances et autres c/ consorts X...	16
26/09/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Simon c/ UL/CGT de Fos-sur-Mer	64
26/09/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mocka c/ Centre sportif de Boyardville	156
OCTOBRE			
01/10/02	C.P. de Creil (Référé)	Djerbaa et a. c/ Industrielle du Béton	69
02/10/02	Conseil d'Etat (7 ^e , 5 ^e ss-sect. réunies)	Chambre du commerce et d'industrie de Meurthe-et-Moselle c/ Fardouet	23
02/10/02	C.A. de Paris (22 ^e Ch. A)	Clayeux Distribution c/ Mme Bonnan et Galeries Lafayette	62

Date	Tribunal	Nom des parties	Page
02/10/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mlle X c/ AGS et a.	297
09/10/02	Conseil d'Etat	FNATH et a.	126
15/10/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Amarouyache c/ Sté Hôtel Elysées Magellan	68
15/10/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Nostalgia Café c/ David	162
17/10/02	T.G.I. de Lille (1 ^{re} Ch.)	Debusschère c/ Agent Judiciaire du Trésor	37
17/10/02	CP de Nantes (sect. act. div. - dép.)	Gallicher c/ ACN Jolly	242
18/10/02	Trib. des Aff. de Sécurité Sociale de Grenoble	A. c/ CPAM de Grenoble	123
21/10/02	TA de Toulouse (référé)	Daniel F. c/ Caisse des dépôts et consignations	148
22/10/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>V. René</i>	130
22/10/02	C. Cass. (Ch. Crim.)	Paul Noiray	446
23/10/02	CA de Grenoble (Ch. Soc.)	SEMCA Autoroutes du Sud de la France c/ Clément	55
30/10/02	CA de Paris (14 ^e Ch. A.)	BHV et a. c/ CHSCT du BHV	332

NOVEMBRE

19/11/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Sté Thann et Mulhouse</i>	129
19/11/02	C.A. de Rouen (Ch. app. prioritaires)	Thiout c/ CPAM d'Elboeuf et a.	187
19/11/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bielawski c/ Axa	188
19/11/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Mitjaville Christian et Sté Sofrecom</i>	215
20/11/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Guérin c/ Entreprise ferroviaire	250
21/11/02	C.A. de Douai (6 ^e Ch. Correc.)	Bureau Veritas, civil. resp.	73
22/11/02	CP de Charleville-Mezières (Référé - Département)	Schmickrath c/ Fonte ardennaise	28
22/11/02	TGI de Paris (31 ^e Ch. Corr.)	Ministère public c/ Moulin Rouge	284
26/11/02	<i>CJCE</i>	<i>Ministre de l'Intérieur et Aitor Oteira Olazabal</i>	169
26/11/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Meret c/ Sté Wyeth-Lederlé	249
26/11/02	<i>C. Cass. (Ch. Soc.)</i>	<i>Sté Peintamelec c/ M. X (extraits)</i>	251
27/11/02	CA de Paris (1 ^{re} Ch. Sect. D)	Chambre syndicale FO et a. c/ CPAM 93 et a.	211

DÉCEMBRE

03/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Caisse d'épargne et de prévoyance d'Alsace c/ Syndicat Sud Caisse d'épargne et autre	139
03/12/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>affaires Carrefour</i>	217
03/12/02	<i>Cass. Crim.</i>	<i>M. François X.</i>	256
04/12/02	C. Cass. (Ch. soc.)	AGS de Paris c/ Marquis et a.	154
04/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chalom c/ Vincent	338
10/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	CRCAM Anjou Mayenne c/ Guignard et a.	156
10/12/02	<i>C. Cass. (Ch. Soc.)</i>	<i>Institut Goethe de Lille c/ Mme Zamolo (extraits)</i>	252
10/12/02	CA de Riom (4 ^e Ch. Civ.)	Saladin c/ CPH du Puy-en-Velay et a.	333
13/12/02	C. Cass. (Ass. plén.)	Brocard c/ ASSEDIC de l'Ain et des Deux Savoie	231
17/12/02	Trib. des Aff. de Séc. Sociale de Dijon	M. c/ Société Roland France et a.	123
17/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	MM. Isselay et Ailenbuade c/ Sté Klinos Ile-de-France	303
17/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Association Zig-Zag c/ Moreau	493
18/12/02	CA de Paris (1 ^{re} Ch. Soc.)	Hachette Livre c/ Livre Edition CFDT et a.	193
19/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hervé c/ CPAM d'Angers et autre	180
19/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	CPAM de Lille c/ Lecleire	229
19/12/02	C. Cass. (Ch. Soc.)	Brahim Gagou c/ CPAM du Val de Marne et a.	282
30/12/02	CP de Vannes (sect. act. div.)	Blanc-Dubuisson c/ Me Dupont es-qual. et a.	345

Date	Tribunal	Nom des parties	Page
2003			
JANVIER			
02/01/03	CP d'Evry (Sect. Industrie)	Arab et a. c/ LU France	163
14/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	SA Euridep c/ CCE UES Kalon venant aux droits du CCE Euridep	152
14/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Commune de Théoule sur Mer c/ Hermann	253
14/01/03	<i>Cass. Crim.</i>	Michel X.	498
15/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Guigue et a. c/ SGRT	300
22/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme X c/ Sté Chauvin Laboratoire (extraits)	252
22/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	X c/ Sté Lambert	430
23/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	URSSAF de Seine Maritime c/ Bouygues Immobilier	161
24/01/03	C. Cass. (Ass. plén.)	Galay c/ Sté Wirth et Gruffat et a.	198
24/01/03	C. Cass. (Ass. Plén.)	Mme Evelyne Y c/ Association Promotion des Handicapés dans le Loiret	207
24/01/03	CP de Caen (sect. Encadrement)	Reyt c/ SARL Inter Diffusion	396
28/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	CNRO-CNPO c/ Denambride	335
28/01/03	CA de Limoges (Ch. Soc.)	Lorandin c/ Sté BCS	401
29/01/03	CA de Versailles (Ch. Soc. réunies)	Abderrahim c/ Leader Price	159
29/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Total raffinage distribution c/ M. Fresquet et a.	301
29/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	AGS de Paris et autre c/ Dosseto et autres	436
29/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	AGS de Paris et autre c/ Mlle Saouri et autres	436
29/01/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	M. Hervé B. c/ Société Marquillie	440
30/01/03	CP de Lyon (sect. Encadrement)	Gallo et CFDT c/ OPAC du Rhône	449
FÉVRIER			
06/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Holophane c/ Cordier et a.	281
06/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Franck et a. c/ Société France Rabotage	517
07/02/03	TGI de Montbéliard (Ch. Corr.)	SOS Racisme c/ Thiebaud	290
07/02/03	CA de Versailles (5 ^e Ch. B)	Ichir c/ SA Pages Jaunes	442
11/02/03	CA de Bordeaux (3 ^e Ch. Corr.)	Teston	241
11/02/03	<i>Cass. Crim.</i>	X. c/ Sté Nouvion	307
11/02/03	TI de Limoges	Taverne de Me Kanter c/ Ammiche	434
12/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Coats France (anciennement DMC) c/ CFE-CGC textile de la région Nord et a.	336
18/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	SNCF c/ Pivert	437
18/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Sarkissian c/ Sté Vacances Héliades	442
18/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Bleau c/ Etablissements Croquet	444
24/02/03	Tribunal des Conflits	Hawrylyszyn c/ Territoire de Belfort	419
25/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	SA France Patinoires c/ Pierre et a.	415
25/02/03	C.A.A. de Lyon	Société Elf-Atochem	439
25/02/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat CFDT Santé Sociaux de la Haute-Garonne c/ Association MAPAD de la Céprière	533
26/02/03	Conseil d'Etat (1 ^{re} et 2 ^e ss-sect.)	Iskin	341
27/02/03	CA de Paris (18 ^e Ch. C)	Clinique Montsouris c/ Brie et a.	298
MARS			
04/03/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Chopard c/ Demonfaucon	162
04/03/03	CP de Paris (Référé)	Aupie c/ RATP	525

06/03/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	CRAM de Normandie c/ Gaillardon	495
11/03/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Voisin c/ Gauthier	349
12/03/03	CP de Nîmes (Référé)	Pierron c/ SA ATM (Groupe Clemessy)	496
12/03/03	TGI de Briey (Ch. Corr.)	CGT et a. c/ SOVAB et Bataille	544
18/03/03	TGI de Paris (1 ^{re} Ch. Soc.)	FTM CGT c/ UIMM et a.	191
18/03/03	CA de Chambéry (Ch. Soc.)	Pais c/ Sté Coopérative Bourgeois	429
25/03/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Ouffa c/ CNAV	488
31/03/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Rolle c/ CPCAM de Lyon	517

AVRIL

03/04/03	CA de Poitiers (Ch. Corr.)	Le Duff	432
08/04/03	Cour Eur. des Droits de l'Homme (2e sect.)	Mme Jussy c/ France	425
11/04/03	TGI de Toulon (Ch. corr.)	MRAP et a. c/ Maffi-Berthier	295
15/04/03	CA de Nîmes (Ch. Soc.)	Sabatier c/ Crédit Immobilier du Gard	540
23/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Hubert et a. c/ STAC	439
29/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Aéroport de Paris c/ Loeillet	402
30/04/03	Conseil d'Etat	Syndicat professionnel des exploitants indépendants des réseaux d'eau et d'assainissement	268
30/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération des employés et cadres FO et a. c/ Axa France assurances SA et a.	398
30/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Juif c/ Sté BTB	445
30/04/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Velmon c/ Association Promotrans	494

MAI

13/05/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Union nationale des syndicats des agents du Crédit Agricole SUD-CAM c/ Fédération Nationale du Crédit Agricole FNCA et a.	488
21/05/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Ouaknine et Fédération CGT des banques c/ Crédit agricole Indosuez et a.	492
28/05/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Monribot c/ Sagem	224

JUIN

02/06/03	CA de Bordeaux (Ch. Soc.)	Mme Agion et a. c/ Société Sogara France (Carrefour)	489
03/06/03	<i>Cass. Crim.</i>	<i>Banque de France</i>	498
03/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Résoserv SA c/ Mme Queniat	527
03/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Suret c/ Coop Atlantique SA	527
03/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Mme Breitschwerdt c/ Chabot es qual.	531
04/06/03	TGI de Toulouse (Référé)	Chambre de Commerce et d'Industrie de Toulouse et autres c/ Union Départementale CGT et autres	534
05/06/03	CA de Versailles (17 ^e Ch. Soc.)	X c/ Sté Eure-et-Loir Habitat	523
18/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	CPAM de Paris c/ CE de la CPAM de Paris	424
18/06/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Syndicat Betor Pub CFDT et a. c/ Sté Taylor Nelson SOFRES	492
25/06/03	Conseil d'Etat (6 ^e et 4 ^e ss-sect.)	Mme Calvet	532

SEPTEMBRE

17/09/03	C. Cass. (Ch. Soc.)	Fédération Chimie FO et autres c/ Union des Industries Chimiques et autres	529
----------	---------------------	---	-----

NOVEMBRE

25/11/03	TA d'Orléans (Référé)	Aguillon et a.	537
----------	-----------------------	----------------	-----

Table des sommaires d'arrêts de la Cour de Cassation

Publiés en pages 3 et 4 de la couverture de chaque mois.

Résumés par **Marie-France Bied-Charreton**

19 mars 2003 Soc. – **ACCORD COLLECTIF D'ENTREPRISE, REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, CONSULTATION PREALABLE DU COMITE D'ENTREPRISE, ABSENCE, EFFET.**

• *Cassation, Soci été CERVAC c/ Comité d'entreprise CERVAC et a., pourvoi n° 01-12.094 [P+I] - DO mars 2003 - 2*

30 avril 2003 Soc. – **ACCORD COLLECTIF, ACCORD COLLECTIF DE GROUPE, LICEITE, CONDITIONS, SYNDICAT NON SIGNATAIRE, PARTICIPATION AUX NEGOCIATIONS D'ACCORDS DE GROUPE SUBSEQUENTS, CONDITION.**

• *Rejet, Fédération des employés et cadres CGT-FO c/ AXA France et autres, pourvoi n° 01-10.027 [P+B+R+I]. DO mai 2003 - 1*

13 mai 2003 Soc. – **ACCORD D'ENTREPRISE, ACCORD DEROGATOIRE, DROIT D'OPPOSITION, EXERCICE, CONDITION, MAJORITE DES ELECTEURS INSCRITS, NOTION.**

• *Société Brink's Evolution c/ CFDT, pourvoi n° 01-02.042 [P] - DO mai 2003 - 2*

25 février 2003 Soc. – **ACCORD D'INTERESSEMENT, EXONERATION DE COTISATIONS SOCIALES, CONDITIONS, CARACTERE COLLECTIF, NOTION, CAS, ABSENCE DU SALARIE PENDANT TOUTE LA DUREE DE L'EXERCICE.**

• *Rejet, URSSAF de Meurthe-et-Moselle c/ Société Socam, pourvoi n° 00-21.268 [P] - DO mars 2003 - 2*

11 mars 2003 Soc. – **ACCORD D'INTERESSEMENT, DISPOSITIONS LEGALES, APPLICABILITE, ETABLISSEMENTS PUBLICS, CONDITIONS, CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE.**

• *Rejet, CCI d'Alençon c/ URSSAF de l'Orne, pourvoi n° 01-20967 [P] - DO mars 2003 - 11*

11 mars 2003 Soc. – **COMITE D'ENTREPRISE, PROCEDURE D'ALERTE, EXPERTISE-COMPTABLE, FAITS PREOCCUPANTS.**

• *Rejet, CRCAM Sud Alliance c/ CE de CRCAM Sud Alliance, pourvoi n° 01-13434 [P] - DO mars 2003 - 1*

12 mars 2003 Soc. – **COMITE D'ENTREPRISE, MEMBRES, MANDAT, PROROGATION, DISPOSITIONS D'ORDRE PUBLIC, DEROGATION, CONDITIONS, ACCORD UNANIME.**

• *Cassation, X c/ Y, pourvoi n° 01-60.771 [P] - DO mars 2003 - 5*

18 juin 2003 Soc. – **COMITE D'ENTREPRISE, FONCTION, CONSULTATION, DECISION DE L'EMPLOYEUR, NOTION, BUDGET D'UNE CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE.**

• *CPAM de Paris c/ Comité d'entreprise de la CPAM de Paris et autres, pourvoi n° 01-21.424 - DO juillet 2003 - 1*

17 septembre 2003 Soc. – **COMITE D'ENTREPRISE, CONTRIBUTION DE L'EMPLOYEUR AUX ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES, CALCUL DANS LE CADRE DE L'ENTREPRISE, APPLICATION DU TAUX LEGAL DANS CHAQUE ETABLISSEMENT.**

• *Société Cegelec Nord et Est c/ Comité d'établissement Cegelec de l'Agence Littoral Nord, pourvoi n° 01-11.532 [P] - DO novembre 2003 - 8*

16 septembre 2003 Crim. – **COMITE D'ENTREPRISE, COMPETENCE CONSULTATIVE, ABANDON D'UN HORAIRE DE TRAVAIL COLLECTIF.**

• *Hubert c/ X, pourvoi n° 02-86.661 [P+B+R+I] - DO octobre 2003 - 8*

12 novembre 2003 Soc. – **COMITE D'ENTREPRISE, ACTIVITES SOCIALES ET CULTURELLES, RESTAURANT GERE PAR L'EMPLOYEUR, DEMANDE PAR LE COMITE D'EVALUATION DE SA CONTRIBUTION.**

• *Comité d'établissement de la Banque Scalbert Dupont c/ Banque Scalbert Dupont, pourvoi n° 02-10.610 [P] - DO novembre 2003 - 7*

12 mars 2003 Soc. – **COMITE D'HYGIENE, DE SECURITE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL, DESIGNATION, MODE DE SCRUTIN, FIXATION, AUTEURS.**

• *Cassation, X c/ Société Comptoirs Modernes, pourvoi n° 01-60.793 [P] - DO mars 2003 - 8*

1^{er} avril 2003 Soc. – **CONGE PARENTAL, TEMPS PARTIEL, HORAIRE DE TRAVAIL, POUVOIR DE DIRECTION DE L'EMPLOYEUR, LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, CONDITION.**

• *Rejet, X c/ Société Cabanie d'Aussonne, pourvoi n° 00-41.873 [P] - DO avril 2003 - 2*

29 janvier 2003 Soc. – **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, RESPONSABILITE DU SYNDICAT, CONDITIONS.**

• *Union départementale CGT de la Sarthe c/ Société Ambulances Mancelles, pourvoi n° 00-22.290 - DO février 2003 - 9*

25 février 2003 Soc. – **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, REQUISITION DE SALARIES GREVISTES, JUGE DES REFERES, POUVOIRS (NON).**

• *Cassation, CFDT Santé sociaux de Haute-Garonne c/ Association MAPAD de la Céprière, pourvoi n° 01-10.812 [P+I] - DO mars 2003 - 3*

25 février 2003 Soc. – **CONFLIT COLLECTIF DU TRAVAIL, PREAVIS IRREGULIER, ABSENCE DE FAUTE DES SALARIES GREVISTES, LICENCIEMENT, NULLITE.**

• *Rejet, Sociétés France-patinoires c/ X et Y, pourvoi n° 00-44.339 [P] - DO mars 2003 - 4*

24 avril 2003 Soc. – **CONFLIT COLLECTIF DE TRAVAIL, MANQUEMENT GRAVE ET DELIBERE DE L'EMPLOYEUR A SES OBLIGATIONS, MECONNAISSANCE D'UNE PROPOSITION DE CONTRAT DE PROGRES.**

• *Arnaud c/ Société Mazet Aubenas, pourvoi n° 02-41.308 ; dans le même sens : Soc. 24 avril 2003, Terrasse c/ Société Mazet Aubenas, pourvoi n° 01-46.977 - DO août 2003 - 7*

19 décembre 2003 Soc. – **CONSEIL DE PRUD'HOMMES, RECUSATION D'UN JUGE, CAS, CONSEILLER PRUD'HOMMES PERSONNELLEMENT INTERESSE A LA CONTESTATION, NOTION, APPARTENANCE SYNDICALE (NON), CONVENTION**

EUROPEENNE DES DROITS DE L'HOMME, IMPARTIALITE DE LA JURIDICTION, GARANTIES.

• *Société Mon Logis c/ X, pourvoi n° 02-41.429 [P+B+R+I]; dans le même sens, un autre arrêt du même jour, pourvoi n° 01-16.956 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 8*

4 février 2003 Soc. – CONTRAT A DUREE DETERMINEE, CONSEIL DE PRUD'HOMMES, DEMANDE D'INDEMNITE DE REQUALIFICATION, PROCEDURE DE CONCILIATION, POSSIBILITE.

• *Cassation, X c/ Société Boiron Méditerranée, pourvoi n° 00-43.558 [P] - DO février 2003 - 7*

30 avril 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE, REMPLACEMENT, POSTE OCCUPE PAR LA PERSONNE ABSENTE, AFFECTATION, POUVOIR DE DIRECTION DE L'EMPLOYEUR.

• *Rejet, Peltzer c/ Société Novartis santé animale, pourvoi n° 01-40.937 [P+B+R] - DO août 2003 - 3*

13 mai 2003 Soc. – CONTRAT A DUREE DETERMINEE, REMPLACEMENT D'UN SALARIE ABSENT, ABSENCE DE TERME PRECIS DU CONTRAT, EVENEMENT CONSTITUTIF DU TERME, CHARGE DE LA PREUVE.

• *Cassation, X c/ Fallen et autres, pourvoi n° 01-40.809 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 8*

23 septembre 2003 Soc. – CONTRAT A DUREE DETERMINEE, RUPTURE PAR LE SALARIE, RUPTURE ANTICIPEE, DROIT DU SALARIE A DES DOMMAGES-INTERETS (NON).

• *Rejet, X c/ Association Le Toupinou, pourvoi n° 01-41.295 [P+B+R+I] - DO septembre 2003 - 2*

18 novembre 2003 Soc. – CONTRAT A DUREE DETERMINEE, INAPTITUDE PHYSIQUE, RUPTURE ANTICIPEE, SALAIRES JUSQU'AU TERME DU CONTRAT (NON).

• *Cassation, Société Chambedis c/Carole X, pourvoi n° 01-44.280 [P+B+R+I] - DO novembre 2003 - 3*

26 novembre 2002 Soc. – CONTRATS A DUREE DETERMINEE SUCCESSIFS, REQUALIFICATION EN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE (NON).

• *X c/Opéra National de Paris, pourvoi n° 01-43.575 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 3*

26 novembre 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL A DUREE DETERMINEE, USAGE CONSTANT, SECTEUR D'ACTIVITE, REQUALIFICATION EN CONTRAT A DUREE INDETERMINEE, EMPLOI PERMANENT, CARACTERE INOPERANT.

• *Société d'économie mixte AS Cannes Volley Ball SA c/ X, pourvoi n° 01-44.381 [P+B+R+I]; voir, dans le même sens, deux autres arrêts du même jour, pourvoi n° 01-47.035 et 01-44.263 [P+B+R+I]. DO décembre 2003 - 2*

9 juillet 2003 Soc. – CONTRAT A TEMPS PARTIEL, LICENCIEMENT, CHANGEMENT D'HORAIRE PREVU AU CONTRAT, INCOMPATIBILITE AVEC DES OBLIGATIONS FAMILIALES IMPERIEUSES, MANQUEMENT DE L'EMPLOYEUR A SES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES.

• *Société Megaburn's c/ X, pourvoi n° 01-42.723 - DO octobre 2003 - 3*

27 mai 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, EXISTENCE, ETAT DE SUBORDINATION, SOCIETE FICTIVE, MANDAT APPARENT.

• *Rejet, Société Besson Chaussures c/ Jochmons et Bolinaga, pourvoi n° 01-41.896 - DO août 2003 - 5*

3 juin 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, ELEMENT CONTRACTUEL, LIEU DE TRAVAIL, CONDITION, CLAUSE CLAIRE ET PRECISE.

• *Laelitia X c/Société Coop Atlantique, pourvoi n° 01-40.376 [P+B+R+I] - DO août 2003 - 2*

22 janvier 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, CLAUSE DE MOBILITE, ABSENCE, MODIFICATION DU LIEU DE TRAVAIL, MODIFICATION DU CONTRAT DE TRAVAIL, ABSENCE.

• *Société THB c/ X, pourvoi n° 00-43.826 [P+I] - DO janvier 2003 - 1*

4 février 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, CLAUSE DE MOBILITE, MISE EN ŒUVRE, REFUS PAR LE SALARIE, FAUTE GRAVE, ABSENCE.

• *X c/ Société Abilis, pourvoi n° 01-40.476 [P] - DO février 2003 - 8*

12 février 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE, FORCE MAJEURE PERMETTANT A L'EMPLOYEUR DE S'EXONERER DE TOUT OU PARTIE DES OBLIGATIONS NEES DE LA RUPTURE DU CONTRAT DE TRAVAIL, NOTION, SURVENANCE D'UN EVENEMENT EXTERIEUR IRRESISTIBLE AYANT POUR EFFET DE RENDRE IMPOSSIBLE LA POURSUITE DUDIT CONTRAT.

• *Cassation partielle, Sociétés Telemax et Compagnia generale RT c/ X, pourvoi n° 99-42.985 [P] - DO février 2003 - 3*

25 juin 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE, INITIATIVE, IMPUTABILITE.

• *Cassation, Société Technoram c/ X, pourvoi n° 01-42.679 [P+B+R+I] - DO juillet 2003 - 4*

2 décembre 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE POUR MOTIF ECONOMIQUE, DEPART VOLONTAIRE, RESILIATION AMIABLE, CONDITIONS.

• *X et autre c/ Crédit Lyonnais, pourvoi n° 01-46.540 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 6*

2 décembre 2003 Soc. – CONTRAT DE TRAVAIL, RUPTURE D'UN COMMUN ACCORD, POSSIBILITE, MOTIF ECONOMIQUE.

• *X c/ Société Etienne Lacrois tous artifices, pourvoi n° 01-46.176 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 7*

2 avril 2003 Soc. – CONVENTION COLLECTIVE, MENTION SUR LE CONTRAT DE TRAVAIL ET LES BULLETINS DE PAYE, APPLICATION VOLONTAIRE DE L'EMPLOYEUR, LIMITES, AVENANTS.

• *Rejet, X c/ Association l'Espoir, pourvoi n° 00-43.601 [P] DO avril 2003 - 3*

10 juin 2003 Soc. – CONVENTION COLLECTIVE, APPLICATION VOLONTAIRE, EFFET, MENTION SUR LE BULLETIN DE PAIE.

• *Rejet, Libert c/ GIE Groupe Laborde, pourvoi n° 01-41.328 [P+B] - DO août 2003 - 9*

13 novembre 2003 Soc. – CONVENTION COLLECTIVE, PRIME DE RENDEMENT AU KILOMETRE, ILLICITE.

• *Yves X et autres c/ La Flèche cavallonnaise, pourvoi n° 01-46.075 [P+B+R+I] - DO novembre 2003 - 2*

17 juin 2003 Soc. – CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, MAINTIEN, CONDITIONS, TRANSFERT D'ENTREPRISES, REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, CREATION D'EMPLOIS, LICENCIEMENT.

• *Rejet, Syndicat CFDT de la Métallurgie de l'Ain c. SLER SA, pourvoi n° 01-15.710 [P+B+R+I] - DO août 2003 - 1*

17 septembre 2003 Soc. – CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS DE TRAVAIL, CONCLUSION OU REVISION, ORGANISATIONS SYNDICALES INVITEES A LA NEGOCIATION.

• *Fédération Chimie CGT FO atome et autres c/ UIC et autres, pourvoi n° 01-10.706 [P+B+R+I] - DO octobre 2003 - 5*

2 décembre 2003 Soc. – CONVENTIONS ET ACCORDS COLLECTIFS, UNITE ECONOMIQUE ET SOCIALE, ACCORDS

COLLECTIFS COMMUNS AUX DIFFERENTES SOCIETES, ABSENCE, EFFET.

• *X et autres c/ Société des restaurants du Palais des Congrès, pourvoi n° 01-47.010 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 1*

4 mars 2003 Soc. – DISSIMULATION D'EMPLOI SALARIE, CARACTERE INTENTIONNEL, NECESSITE.

• *Rejet X c/ Y, pourvoi n° 00-46.906 [P] - DO mars 2003 - 8*

1^{er} avril 2003 Soc. – DUREE DU TRAVAIL, PAUSE, NOTION.

• *Rejet, Syndicat CGT Elf Atochem et autres c/ Société Atofina, pourvoi n° 01-01.395 [P+B] - DO avril 2003 - 7*

2 avril 2003 Soc. – DUREE DU TRAVAIL, TEMPS DE TRAVAIL EFFECTIF, ASTREINTE, NOTION.

• *EDF-GDF c/ Da Silva et autres, pourvoi n° 01-40.032 [P+B] - DO avril 2003 - 8*

5 novembre 2003 Soc. – DUREE DU TRAVAIL, DUREE MAXIMALE HEBDOMADAIRE DU TRAVAIL, HORAIRES PAR CYCLE.

• *Mme X et Syndicat Sud Santé Sociaux 31 c/ Clinique Saint-Jean Languedoc, pourvoi n° 01-42.174 [P] - DO novembre 2003 - 4*

13 février 2003 Soc. – ELECTIONS PROFESSIONNELLES, IRREGULARITE DE NATURE A ENTRAÎNER LEUR ANNULATION.

• *Rejet, Soprorrest c/ Syndicat CDMT, pourvoi n° 01-60.745 [P] - DO février 2003 - 1*

11 septembre 2003 Civ. 2^e – ELECTIONS PRUD'HOMALES, LISTE ELECTORALE, CONTESTATION, ANNULATION.

• *Suter c/ Préfet des Vosges, pourvoi n° 03-60.177 [P+B] - DO octobre 2003 - 9*

24 janvier 2003 Ass. Plén. – ENTREPRISE EN REDRESSEMENT JUDICIAIRE, ORDONNANCE DU JUGE-COMMISSAIRE, LETTRE DE LICENCIEMENT, MOTIVATION.

• *Robert X et autres c/ Société Wirth et Gruffat et autres, pourvoi n° 00-41.741 [P+B+R+I] - DO février 2003 - 10*

12 février 2002 Soc. – ENTREPRISE EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, ETAT DES CREANCES, COMPOSITION, FRAIS IRREPETIBLES ET DEPENS, REMBOURSEMENT, CONDITION.

• *Cassation partielle, Sociétés Telemax et Compagnia generale RT c/ X, pourvoi n° 99-42.985 [P] - DO février 2003 - 4*

30 avril 2003 Soc. – ENTREPRISE EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, AGS, GARANTIE, ETENDUE, PRIME A LA CREATION D'ENTREPRISE PREVUE PAR UN PLAN SOCIAL.

• *Rejet, AGS et autres c/ X et autres, pourvoi n° 00-46.820 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 10*

3 juin 2003 Soc. – ENTREPRISE EN REDRESSEMENT OU EN LIQUIDATION JUDICIAIRE, AGS, GARANTIE, ETENDUE, PAYS EXTERIEUR A L'UNION EUROPEENNE, CONDITIONS.

• *Barbara X c/ Raymond Y et autre, pourvoi n° 00-45.948 [P+B+R+I] - DO juillet 2003 - 3*

16 septembre 2003 Crim. – INSPECTION DU TRAVAIL, POUVOIRS, CONTRÔLE, ZONE PROTEGEE, DEFENSE NATIONALE.

• *Hubert c/ X, pourvoi n° 02-86.661 [P+b+r+i] - DO septembre 2003 - 7*

2 avril 2003 Soc. – LIBERTE DU TRAVAIL, CLAUSE D'EXCLUSIVITE, LICEITE, CONDITION, VOYAGEUR-REPRESENTANT-PLACIER, REMUNERATION MINIMALE FORFAITAIRE.

• *Oller c/ Société Livre Distribution Réseau, pourvoi n° 01-41.822 - DO avril 2003 - 4*

28 mai 2003 Soc. – LIBERTES FONDAMENTALES, NOTION, LIBERTE DE SE VÊTIR.

• *Rejet, Montribot c/ SAGEM, pourvoi n° 02-40.273 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 2*

4 février 2003 Soc. – LICENCIEMENT, REGLE RELATIVE A L'ASSISTANCE DU SALARIE PAR UN CONSEILLER, APPLICATION, ABSENCE D'INSTITUTIONS REPRESENTATIVES DU PERSONNEL, NOTION, REPRESENTANT DES SALARIES DESIGNÉ DANS LE CADRE D'UNE PROCEDURE COLLECTIVE DE LIQUIDATION JUDICIAIRE.

• *Y c/ Oulchy Rénovations, pourvoi n° 00-45.820 [P] - DO février 2003 - 8*

23 septembre 2003 Soc. – LICENCIEMENT, LETTRE DE LICENCIEMENT, CAUSES, CUMUL, POSSIBILITE, REGLES DE PROCEDURE APPLICABLES, RESPECT.

• *Y c/ Y, pourvoi n° 01-41.478 [P+B+R+I] - DO octobre 2003 - 1*

11 mars 2003 Soc. – LICENCIEMENT, PROCEDURE CONVENTIONNELLE, GARANTIE DE FOND, NON-RESPECT, SANCTION, ABSENCE DE CAUSE REELLE ET SERIEUSE.

• *Rejet, Société Securitas France c/ Eugénex, pourvoi n° 01-40.863 [P] - DO mars 2003 - 7*

9 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT, FAUTE DU SALARIE, NON-RESPECT DU CODE DE LA ROUTE.

• *Société Connes TP c/ X, pourvoi n° 01-42.901 - DO septembre 2003 - 5*

9 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT, FAUTE GRAVE, ABSENCE, SALARIE VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL, REFUS D'EXECUTER UN TRAVAIL A L'ISSUE D'UN ARRÊT DE TRAVAIL.

• *X c/ Société Quille Bruyère GCH, pourvoi n° 01-42.911 - DO octobre 2003 - 4*

2 décembre 2003 Soc. – LICENCIEMENT, FAUTE DU SALARIE SE RATTACHANT A SA VIE PROFESSIONNELLE, CONDUITE DE VEHICULE EN ETAT ALCOOLIQUE A TITRE PRIVE.

• *Société Sorest c/ X, pourvoi n° 01-43.227 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 5*

9 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT, SALARIE MALADE, REMPLACEMENT DEFINITIF, NECESSITE.

• *X c/ Société Sogemap Injection, pourvoi n° 01-42.737 - DO octobre 2003 - 2*

5 février 2003 Soc. – LICENCIEMENT, INDEMNITE POUR IRREGULARITE DE FORME SE CUMULANT AVEC L'INDEMNITE POUR LICENCIEMENT SANS CAUSE REELLE ET SERIEUSE, CAS, NON-RESPECT DE LA REGLE RELATIVE A L'ASSISTANCE DU SALARIE PAR UN CONSEILLER.

• *Cassation, Société Juri-Fisc c/ Cujas, pourvoi n° 01-01.672 [P+B+R+I] - DO février 2003 - 5*

25 février 2003 Soc. – LICENCIEMENT, PREJUDICE DISTINCT, DIFFUSION PAR L'EMPLOYEUR DES MOTIFS DE LA PROCEDURE DISCIPLINAIRE.

• *Cassation, X c/ CAF de Villefranche-sur-Saône, pourvoi n° 00-42.031 [P] - DO mars 2003 - 9*

30 avril 2003 Soc. – LICENCIEMENT, NULLITE, SALARIEE ENCEINTE, REINTEGRATION.

• *Cassation, X c/ Association Groupe Romotrans, pourvoi n° 00-44.811 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 6*

8 janvier 2003 Soc. – LICENCIEMENT, SALARIE VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL OU D'UNE MALADIE PROFESSIONNELLE, SUSPENSION DU CONTRAT DE TRAVAIL, FAUTE GRAVE, NECESSITE.

• *Société Rouquette-Laborie c/ X, pourvoi n° 01-40.388 [P] - DO janvier 2003 - 7*

29 avril 2003 Soc. – LICENCIEMENT, SALARIE VICTIME D'ACCIDENT DE TRAVAIL OU DE MALADIE PROFESSIONNELLE, DELEGUES DU PERSONNEL, AVIS PREALABLE SUR LE RECLASSEMENT, CONSULTATION INDIVIDUELLE, POSSIBILITE.

- Rejet, *Santo Soli c/ Société EFUBA*, pourvoi n° 00-46.477 [P+B] - DO juillet 2003 - 7

8 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT SALARIE VICTIME D'UN ACCIDENT DE TRAVAIL POUR INAPTITUDE INJUSTIFIE, INDEMNITE DE L'ARTICLE L. 122-32-7 ALINEA 1 DU CODE DU TRAVAIL, MONTANT, CALCUL, REMUNERATION BRUTE.

- Rejet, *Société H.E.MAS c/ X*, pourvoi n° 00-21.862 [P] - DO octobre 2003 - 8

17 décembre 2002 Soc. – LICENCIEMENT ECONOMIQUE, MOTIF ECONOMIQUE, SUPPRESSION D'UN SITE.

- Rejet, *Société Valéo Vision c/ X et autres*, pourvoi n° 00-45.621 [P] - DO janvier 2003 - 8

14 janvier 2003 Soc. – LICENCIEMENT COLLECTIF POUR MOTIF ECONOMIQUE, NULLITE, IRREGULARITE DE LA SAISINE DU COMITE D'ENTREPRISE SOULEVEE AVANT LE TERME DE LA PROCEDURE, ORDRE DU JOUR, PLAN SOCIAL.

- *Société Euridep c/ Comité central d'entreprise Euridep*, pourvoi n° 10.239 [P] - DO janvier 2003 - 3

12 février 2003 Soc. – LICENCIEMENT ECONOMIQUE COLLECTIF, PLAN SOCIAL, AVANTAGES, CONDITIONS, CLAUSE NE DISTINGUANT PAS ENTRE SALARIES A TEMPS PARTIEL ET SALARIES A TEMPS COMPLET, APPLICATION.

- Rejet, *Société Swissair c/ X*, pourvoi n° 02-40.526 [P] - DO février 2003 - 2

3 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT ECONOMIQUE, NULLITE, NULLITE DU PLAN SOCIAL, REPARATION DU PREJUDICE.

- *Bernard X c/ Etablissements Normil*, pourvoi n° 01-44.522 [P+B+R+I] - DO juillet 2003 - 9

9 juillet 2003 Soc. – LICENCIEMENT, MOTIF ECONOMIQUE, ABSENCE D'EFFET D'UN LICENCIEMENT, CAS, INDEMNITE DE LICENCIEMENT DES JOURNALISTES.

- Cassation, *La Dépêche du Midi c/ X et Y*, pourvoi n° 01-43.298 - DO octobre 2003 - 7

10 décembre 2003 Soc. – LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE, ABSENCE DE CAUSE REELLE ET SERIEUSE, PROPOSITION DE MODIFICATION D'UN CONTRAT DE TRAVAIL, NON-RESPECT DU DELAI LEGAL D'UN MOIS.

- Cassation, *X c/ Société Ouest Concept Enseignement*, pourvoi n° 01-44.745 [P+B+R+I]; dans le même sens, un autre arrêt du même jour, pourvoi n° 01-40.225 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 4

15 janvier 2003 Soc. – PLAN SOCIAL, ACTION EN NULLITE DES SALARIES, INTERET A AGIR, ABSENCE, ABSENCE DE LICENCIEMENT.

- *x c/ Société SGRT*, pourvoi n° 00-45.644 [P] - DO janvier 2003 - 2

30 septembre 2003 Soc. – PRET ILLICITE DE MAIN D'ŒUVRE, ETABLISSEMENT PUBLIC ADMINISTRATIF, AGENTS PUBLICS NON SOUMIS AU LIVRE PREMIER DU CODE DU TRAVAIL, INCIDENCE SUR LA CONSTITUTION DU DELIT (NON).

- *USPAC CGT c/ Société Bac Sécurité et autre*, pourvoi n° 02-85.022 [P+F] - DO octobre 2003 - 6

14 janvier 2003 Soc. – PROCEDURE, TRANSACTION, NULLITE, PRESCRIPTION QUINQUENNALE.

- Cassation, *X c/ Société Y*, pourvoi n° 00-41.880 [P] - DO janvier 2003 - 5

24 avril 2003 Soc. – PROCEDURE ABUSIVE, INEXISTENCE, PROCEDURE PENALE NE SE TERMINANT PAS PAR UNE CONDAMNATION.

- Cassation partielle, *Arnaud c/ Société Mazet Aubenas*, pourvoi n° 02-41.308. Dans le même sens : Soc. 24 avril 2003 *Terrasse C/ Société Mazet Aubenas*, pourvoi n° 01-46.977 - DO août 2003 - 5

13 mai 2003 Soc. – PROCEDURE, JUGE DES REFERES, POUVOIR, REMISE EN ETAT, LIMITES.

- *Société Violatte Pneus c/ Société Euromaster*, pourvoi n° 01-17.452 [P] - DO mai 2003 - 7

19 décembre 2003 Soc. – PROCEDURE, POURVOI EN CASSATION, RECEVABILITE, CONDITION, PARTIE A L'INSTANCE, CONSEILLER PRUD'HOMMES DONT LA RECUSATION EST DEMANDEE (NON).

- *Irrec., X c/ Société EDF CNPE Creys Malville*, pourvoi n° 01-46.265 [P+B+R+I]; dans le même sens, un autre arrêt du même jour, pourvoi n° 03-10.014 [P+B+R+I] - DO décembre 2003 - 9

14 mai 2003 Soc. – PROCEDURE, JURIDICTION PRUD'HOMALE, INSTANCE EN COURS, RADIATION DE LA PROCEDURE, ABSENCE D'INFLUENCE, LIQUIDATION JUDICIAIRE DE L'EMPLOYEUR.

- *X c/ David et CGEA de Rennes*, pourvoi n° 01-40.110 [P] - DO mai 2003 - 4

8 juillet 2003 Soc. – PROCEDURE PRUD'HOMALE, ACTION EN EXECUTION DU SALARIE, DROITS DU SALARIE PENDANT LE COURS DE L'INSTANCE, ETENDUE, PRISE D'ACTE DE LA RUPTURE, IMPOSSIBILITE, ACTION EN RESILIATION JUDICIAIRE DU CONTRAT.

- Rejet, *GIE Pari Mutuel Hippodrome c/ Laurent X et autres*, pourvoi n° 02-45.092 [P] - DO juillet 2003 - 8

17 septembre 2003 Soc. – PROCEDURE PRUD'HOMALE, REDRESSEMENT ET LIQUIDATION JUDICIAIRES, ABSENCE DE SUSPENSION DES INSTANCES EN COURS, CONSEQUENCES, OBLIGATION D'INFORMATION DES REPRESENTANTS DES CREANCIERS, OPPOSABILITE DE LA DECISION RENDUE.

- *Société Veni Creator c/ Andrée X*, pourvoi n° 01-41.255 [P+B+R+I]; dans le même sens : Soc? 17 septembre 2003, *Kristian K c/ Gérard Y*, mandataire liquidateur de la société *Dejode et fils et autre*, pourvoi n° 01-43.029 [P+B+R+I] - DO octobre 2003 - 3

12 novembre 2003 Soc. – PROCEDURE PRUD'HOMALE, UNICITE DE L'INSTANCE, JUGEMENT ANNULANT LA PROCEDURE.

- *X c/ URSSAF des Alpes-Maritimes*, pourvoi n° 01-41.901 [P] - DO novembre 2003 - 6

18 mars 2003 Soc. – REMUNERATION, HEURES SUPPLEMENTAIRES, SALAIRE DE BASE, DETERMINATION, OFFICE DU JUGE.

- Cassation, *El Marbouch c/ Société Garoucha*, pourvoi n° 01-41.528 - DO avril 2003 - 6

17 septembre 2003 Soc. – REMUNERATION, SMIC, DETERMINATION DU SALAIRE MINIMUM POUR LE MOIS, PRISE EN COMPTE DES PRIMES PAYEES EN COURS D'ANNEE, MODALITES.

- *Kristan X c/ Gérard Y*, mandataire liquidateur de la société *Dejode et fils et autre*, pourvoi n° 01-43.029 [P+B+R+I] - DO octobre 2003 - 4

5 novembre 2003 Soc. – REMUNERATION, TEMPS DE TRANSPORTS, CONDITION.

- *AFFPA c/ Antoine X*, pourvoi n° 01-43.109 [P+B+R+I] - DO novembre 2003 - 1

9 juillet 2003 Soc. – REPRESENTANTS DU PERSONNEL, HEURES DE DELEGATION, PAIEMENTS, HEURES SUPPLEMENTAIRES NON MAJOREES.

• Rejet, Société Gaumont c/ X, pourvoi n° 01-41.038 - DO septembre 2003 - 9

9 juillet 2003 Soc. – SALARIE INTERIMAIRE, CONTRAT DE TRAVAIL, CONTRAT DE MISE A DISPOSITION, RUPTURE ANTICIPEE, EFFET.

• X c/ Société Sogica, pourvoi n° 01-41.326 [P] - DO septembre 2003 - 6

14 janvier 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, CONSEILLER DU SALARIE, LICENCIEMENT SANS AUTORISATION, REINTEGRATION.

• Rejet, Société Boulangerie de l'Europe c/ X, pourvoi n° 00-45.388 [P] - DO janvier 2006 - 6

26 février 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, REDUCTION DU TEMPS DE TRAVAIL, REFUS, IMPOSSIBILITE, CAS.

• Cassation, Société L'Impeccable c/ N'Diaye, pourvoi n° 01-43.027 [P+B+I] - DO mars 2003 - 12

24 avril 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, AUTORISATION DE LICENCIEMENT, ANNULATION, PROPOSITION DE REINTEGRATION, SALARIE N'Y DONNANT PAS SUITE, ABSENCE DE DEMISSION.

• Arnaud c/ Société Mazet Aubenas, pourvoi n° 02-41.308 - DO août 2003 - 6

13 mai 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, MEMBRE D'UN CONSEIL D'ADMINISTRATION D'UN ORGANISME DE SECURITE SOCIALE, HEURES NECESSAIRES A L'EXECUCION DE SON MANDAT, CONTRÔLE DE L'EMPLOYEUR, POUVOIRS, LIMITES.

• Cassation, X c/ Association AEFI, pourvoi n° 01-42.728 [P] - DO mai 2003 - 5

28 octobre 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, LICENCIEMENT, NOTIFICATION, DELAI LEGAL D'UN MOIS, POINT DE DEPART.

• Rejet, X c/ Société Clinique Jeanne d'Arc, pourvoi n° 01-42.404 [P] - DO novembre 2003 - 10

28 octobre 2003 Soc. – SALARIE PROTEGE, LICENCIEMENT POUR MOTIF ECONOMIQUE, LETTRE DE LICENCIEMENT, MOTIVATION.

• Rejet, X c/ Société Générale, pourvoi n° 01-46.168 [P] - DO novembre 2003 - 11

17 décembre 2002 Soc. – SALARIE PROTEGE, CONFLIT COLLECTIF DE TRAVAIL, MISE A PIED CONSERVATOIRE, AUTORISATION DE LICENCIEMENT ANNULEE, PAIEMENT DES SALAIRES DE MISE A PIED, CAUSE.

• Cassation, X et autres c/ Société Klinos Ilde de France, pourvois n° 00-40.633 et 00-40.784 [P+I] - DO janvier 2003 - 9

12 novembre 2003 Soc. – SANCTION DISCIPLINAIRE, LICENCIEMENT, DELAI D'UN JOUR FRANC, INOBSERVATION, ANNULATION (NON).

• Rejet, M. X c/ Société Carbonex, pourvoi n° 01-42.130 [P] - DO novembre 2003 - 5

21 octobre 2003 Soc. – SANCTION DISCIPLINAIRE, MISE A PIED, ARRÊT DE TRAVAIL POUR MALADIE, DIFFERE DE LA MISE A PIED, SECONDE SANCTION, ANNULATION.

• Cassation, X c/ EURL LOUEDEC, pourvoi n° 01-44.169 [P] - DO novembre 2003 - 9

31 mars 2003 Soc. – SECURITE SOCIALE, ACCIDENT DU TRAVAIL, FAUTE INEXCUSABLE, ACTION EN REPARATION, RECEVABILITE, CONDITION, ACTION DIRIGEE CONTRE L'EMPLOYEUR.

• Rejet, Bachini c/ CMSA BDR et autres, pourvoi n° 01-20.091 [P+B+R+I] - DO avril 2003 - 11

2 avril 2003 Soc. – SECURITE SOCIALE, ACCIDENT DU TRAVAIL, PRESOMPTION, ABSENCE, ASTREINTE.

• Rejet, X c/ CPAM des Hauts de Seine et EDG-GDF, pourvoi n° 01-20.765 [P] - DO avril 2003 - 9

2 avril 2003 Soc. – SECURITE SOCIALE, ACCIDENT DU TRAVAIL, NOTION.

• X c/ Association Oustalado, pourvoi n° 00-21.768 [P+I] - DO avril 2003 - 10

7 mai 2003 Civ. 2^e – ACCIDENT DU TRAVAIL, INFRACTION PENALE, COMMISSION D'INDEMNISATION DES VICTIMES D'INFRACTIONS, IRRECEVABILITE.

• FGVAT c/ Nicolas X et autres, n° 01-00.815 [P+B+R+I] - DO juillet 2003 - 8

19 décembre 2002 Soc. – SECURITE SOCIALE, ACCIDENT DU TRAVAIL, NOTION.

• Cassation, CPAM c/ X, Société Maingry et DRASS des Pays de Loire, pourvoi n° 00-22.482 [P] - DO janvier 2003 - 10

9 juillet 2003 Soc. – SECURITE SOCIALE, MALADIE PROFESSIONNELLE, RECONNAISSANCE PAR LA CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE, JUGEMENT DU TRIBUNAL DES AFFAIRES DE SECURITE SOCIALE AYANT DECLARE CETTE RECONNAISSANCE INOPPOSABLE A L'EMPLOYEUR, EFFET, SALARIE INVOQUANT L'ORIGINE PROFESSIONNELLE DE SA MALADIE DEVANT LA JURIDICTION PRUD'HOMALE.

• Rejet, CGP Industrie c/ X, pourvoi n° 01-41.514 [P] - DO juillet 2003 - 5

9 juillet 2003 Soc. – STATUT DU PERSONNEL DE LA SNCF, MISE A LA REFORME, ABSENCE DE TENTATIVE PREALABLE DE RECLASSEMENT, DECISION NULLE, REINTEGRATION.

• SNCF c/ X, pourvoi n° 01-42.934 [P] - DO août 2003 - 4

24 avril 2003 Soc. – SYNDICATS PROFESSIONNELS, DELEGUE SYNDICAL, DESIGNATION, ETABLISSEMENT DISTINCT, DEFINITION.

• Cassation, Syndicat FO Générale des Eaux région Sud et autres c/ Société Vivendi et autres, pourvoi n° 01-60.876 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 4

13 mai 2003 Soc. – SYNDICATS PROFESSIONNELS, REPRESENTATIVITE AU NIVEAU DU GROUPE, CONDITION.

• CAM c/ Fédération nationale du Crédit Agricole et autres, pourvoi n° 00-19.035 [P+B+R+I] - DO mai 2003 - 3

22 octobre 2002 Crim. – SYNDICATS PROFESSIONNELS, DISCRIMINATION SYNDICALE, DELIT, ELEMENTS CONSTITUTIFS, DISPARITE DE CARRIERE LIEE A UNE ACTIVITE SYNDICALE.

• Noirey et autre c/ Mastey, pourvoi n° 01-87.146 - DO octobre 2003 - 1

14 janvier 2003 Soc. – TRANSFERT D'ENTREPRISE, LICENCIEMENT PAR LE CEDANT, DROIT D'OPTION DU SALARIE, CHANGEMENT D'EMPLOYEUR OBLIGATOIRE, CAS.

• Commune de Théoule-sur-Mer c/ X, pourvoi n° 01-43.676 [P+I] - DO janvier 2003 - 4

11 mars 2003 Soc. – TRANSFERT D'ENTREPRISE, LICENCIEMENT PAR LE CEDANT, DROIT D'OPTION DU SALARIE, CHANGEMENT D'EMPLOYEUR OBLIGATOIRE, CAS.

• Rejet, Voisin c/ Gauthier et autres, pourvoi n° 01-41.842 [P+B+I] - DO mars 2003 - 1

26 février 2002 Soc. – USAGE, PRIME, GENERALITE, PREUVE, CHARGE, EMPLOYEUR.

• Cassation, Le Bigot c/ Société Etablissements Caverne et fils, pourvoi n° 00-40.843 - DO avril 2003 - 5